

RAPPORT RSE 2025

Nous sommes les sentinelles de l'eau



#missionwater



2025, ANNÉE DES OCÉANS

Dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC 2025), la préservation des milieux marins s'impose comme un enjeu stratégique mondial. Pollutions diffuses, ruissellements urbains, rejets insuffisamment traités, artificialisation des littoraux : les pressions exercées sur l'océan prennent souvent leur origine à terre.

En tant qu'acteur de référence de l'eau, Saur est directement concerné. La qualité des rejets que nous traitons, la performance des réseaux, la maîtrise des pollutions émergentes (dont les PFAS), ou encore l'adaptation des infrastructures face aux événements climatiques extrêmes ont un impact concret sur les milieux aquatiques et, in fine, sur les écosystèmes marins.

C'est dans ce cadre que nous avons rejoint le parcours Océan de la Convention des Entreprises pour le Climat*. Cette démarche renforce l'intégration des enjeux océaniques dans notre feuille de route RSE 2025-2030 et confirme une conviction : la protection des écosystèmes et la performance opérationnelle relèvent d'une même exigence.

* La Convention des Entreprises pour le Climat est une association française qui accompagne les entreprises dans la transformation de leur modèle économique afin de le rendre compatible avec les limites planétaires. Le parcours Océans est un programme thématique consacré à la préservation de l'océan, visant les entreprises à comprendre leurs impacts et dépendances vis-à-vis des écosystèmes marins et à adapter leurs stratégies en conséquence.

Sommaire



- 6 – 2025 : l'eau au cœur des équilibres mondiaux
- 9 – Entretien avec Patrick Blethon
- 12 – Opérer dans les environnements les plus exigeants
- 14 – Piloter l'eau à l'ère de l'intelligence artificielle
- 16 – Une offre globale au service de la transition hydrique
- 18 – Réinventer le cycle de l'eau : un tour du monde des solutions durables
- 24 – Notre modèle d'affaires



PROTÉGER LA RESSOURCE : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

- 28 – Sécurité : notre socle commun
- 30 – L'inclusion forge notre performance collective
- 32 – Former pour transformer
- 34 – Mieux écouter pour mieux agir



ANTICIPER ET TRAITER LES RISQUES QUI PÈSENT SUR LA RESSOURCE

- 38 – L'eau, le climat et la nature : une équation indissociable
- 40 – Une vision à moyen et long terme de notre trajectoire de décarbonation
- 42 – S'adapter au changement climatique
- 44 – Évaluer la biodiversité pour mieux agir sur les territoires



PILOTER LA TRANSITION HYDRIQUE AVEC EXIGENCE ET PERFORMANCE

- 48 – Piloter avec cohérence et efficacité
- 50 – Éthique et conformité
- 52 – Devoir de vigilance et droits humains
- 54 – Performance ESG liée au financement du Groupe
- 56 – Indicateurs environnementaux
- 58 – Indicateurs sociaux et sociétaux
- 60 – Note méthodologique
- 62 – Contrôle indépendant

Retrouvez toute l'information
sur le groupe Saur :


www.saur.com


[Saur#missionwater](https://www.linkedin.com/company/saur)

Ils sont managers, techniciens, experts ou opérateurs. Sur le terrain comme en laboratoire, leurs expériences racontent comment Saur agit, au quotidien, face aux défis de la transition hydrique. Découvrez leurs témoignages.



Ian Lemmin-Woolfrey
Directeur général Qatar – Saur Qatar
Qatar

Ian a passé près de **30 ans** dans les projets d'eau et d'assainissement, principalement au Moyen-Orient. Il dirige les activités de Saur au Qatar depuis 2020.

Rendez-vous en page 12



Francisco Javier Valle Romero
Électromécanicien – Gestagua
Espagne

Technicien spécialisé, Javier s'appuie sur les outils digitaux, notamment Bluesphere, pour **piloter les équipes, planifier les interventions et suivre les opérations en temps réel.**

Rendez-vous en page 15



Marc Biboulet
Directeur du développement commercial – Stereau – France

Ingénieur de formation, Marc a construit plus de 20 ans de carrière dans les métiers de l'eau, en entreprise comme en collectivité. Sa carrière de **joueur de rugby professionnel** nourrit son goût du collectif et de la performance.

Rendez-vous en page 19



Vincent Gruffat
Directeur conception-réalisation et exploitation – Côte Ouest NSU
États-Unis, Californie

Depuis plus de **15 ans**, Vincent intervient à l'international sur le **traitement et le recyclage de l'eau**, à la croisée de l'expertise technique, de la stratégie et du pilotage de projets complexes.

Rendez-vous en page 21



Marina Alazard
Cheffe de projet hydrogéologue – ImaGeau
France

Marina travaille à la **compréhension et à la modélisation des pressions** qui pèsent sur les systèmes hydrogéologiques depuis plus de **15 ans**.

Rendez-vous en page 21



Rebecca Dhawle
Ingénieure R&D – groupe Saur
Pays-Bas

Docteure en génie chimique, Rebecca est spécialisée dans les **technologies avancées de traitement de l'eau**, notamment l'élimination des micropolluants et la **destruction des PFAS**.

Rendez-vous en page 23



Eurydice Baffa
Directrice commerciale Hauts de France – Saur France

Eurydice a construit son parcours entre **hydrogéologie, eau potable et assainissement**. Chez Saur, elle contribue au pilotage et au développement des services d'eau sur son territoire, au service de la transition hydrique.

Rendez-vous en page 31



Cédric Bon
Responsable pédagogique et formateur métiers – Saur France

Après plus de **25 ans** sur le terrain, dans la production et le traitement de l'eau, Cédric met aujourd'hui son expertise au service de la **transmission des compétences et de la formation des équipes**.

Rendez-vous en page 33



José Peças
Directeur de la relation client – Aquapor
Portugal

José cumule plus de **20 ans d'expérience de gestion de la relation clients**. Il pilote les activités commerciales de **12 concessions**, au service d'environ **400 000 clients**.

Rendez-vous en page 35



Olivier Bianchi
Ingénieur d'affaires – Saur France

Le parcours international d'Olivier, à la croisée de la **technologie, des données et du développement commercial**, nourrit une approche résolument tournée vers l'innovation et les usages de terrain.

Rendez-vous en page 41



Nisa Guede Brito
Directrice adjointe des opérations – Emalsa
Espagne

Nisa **pilote les opérations sur les infrastructures d'eau** gérées par Saur à Las Palmas de Gran Canaria et **coordonne les actions des équipes sur le terrain**.

Rendez-vous en page 43



Yann Schopps
Responsable de territoire – Saur France

Le service public de l'eau, Yann en maîtrise chaque rouage depuis **20 ans**, des ouvrages, aux équipes et à la continuité du service.

Rendez-vous en page 45

Saur, la transition hydrique en action

► L'expertise de l'eau, sur tout son cycle

Saur porte une conviction simple : l'eau est un bien commun qu'il faut protéger, partout et pour tous. Nous intervenons aujourd'hui sur l'ensemble du cycle de l'eau, de la captation, à la restitution dans la nature, en passant par la distribution, pour aider les territoires et les acteurs économiques à faire face à un climat qui bouleverse durablement nos équilibres. Forts de cette expertise, nous répondons à des défis croissants – sécheresses, vieillissement des réseaux, pressions sur la qualité de l'eau – en développant des solutions capables de sécuriser l'approvisionnement et d'améliorer la performance des infrastructures.



2,332 Md€
de chiffre d'affaires en 2025



+ **de 4,3 millions** d'abonnés* dans le monde

* 1 abonné = 1 compteur d'eau, qui peut alimenter plusieurs foyers.



+ **de 7 000** références en traitement des eaux industrielles



250 854 km de canalisations gérées

► Le modèle Saur : la performance indexée à l'impact

Dans ce contexte, notre ambition est claire : devenir le champion de la transition hydrique à horizon 2030. Nous mobilisons l'innovation, le digital et l'économie circulaire pour offrir à chaque territoire des réponses adaptées : supervision en continu, outils prédictifs, réutilisation des eaux usées, valorisation des sous-produits, infrastructures résilientes. Nous mettons aussi en oeuvre une gouvernance éthique et partagée, une trajectoire carbone révisée, ainsi qu'une évaluation des impacts climatiques et biodiversité.

► La preuve par les chiffres

Aujourd'hui, nous desservons plus de 4,3 millions d'abonnés dans le monde et nous avons plus de 7 000 références en traitements des eaux industrielles. Depuis 2021, nos solutions ont permis de réutiliser plus de 83,5 millions de m³ d'eau pour des usages agricoles et territoriaux. Cet engagement traduit une ambition constante : agir concrètement, aux côtés de nos partenaires, pour que chaque goutte compte.

2025 : l'eau au cœur des équilibres mondiaux

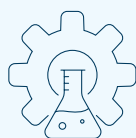
L'année 2025 confirme une réalité désormais incontestable : l'eau est devenue un enjeu stratégique global. Pressions climatiques, tensions géopolitiques, croissance démographique, vulnérabilité des infrastructures : la disponibilité de l'eau douce n'est plus acquise. Elle conditionne la stabilité des territoires et la continuité des activités économiques.

Les franchissements de seuils critiques sur certains bassins, la dégradation des nappes et la multiplication des événements extrêmes traduisent un changement d'échelle. L'eau n'est plus seulement une ressource : elle est un facteur de résilience.

► Un changement de gouvernance

Longtemps abordée de manière sectorielle, la gestion de l'eau entre désormais dans des cadres stratégiques transversaux. Les politiques publiques intègrent plus explicitement les enjeux hydriques dans l'adaptation climatique, la sécurité sanitaire et la résilience économique.

Le plan stratégique 2025-2028 d'ONU-Eau et les discussions internationales confirment cette évolution : l'eau devient un pilier des agendas multilatéraux. Les financements orientés vers la modernisation des infrastructures et les solutions circulaires progressent, posant les bases d'une action plus structurée.



10 % d'ici 2030

Objectif d'amélioration de l'utilisation rationnelle de l'eau dans l'UE dans le cadre de la Stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau.



Des fleuves sujets de droit : du Whanganui en Nouvelle-Zélande à la Seine en 2025.

Certains cours d'eau se voient reconnaître une personnalité juridique, symbole d'une gouvernance où l'eau devient un acteur à protéger autant qu'une ressource.

► Europe : un cap commun posé pour la résilience hydrique

L'Union européenne fixe un objectif clair : améliorer de 10 % l'efficacité de l'utilisation de l'eau d'ici 2030. Ce cap traduit une exigence de transformation des usages, des réseaux et des modèles opérationnels. Cette stratégie appelle à renforcer les synergies entre politiques de l'eau, agriculture, industrie, énergie et aménagement. Le texte met l'accent sur la modernisation des infrastructures, l'économie circulaire, la prévention des pollutions et le rôle clé du numérique et de la donnée pour anticiper les tensions. Si cette stratégie constitue avant tout un cadre d'orientation, elle envoie un signal politique fort : la résilience hydrique devient un enjeu collectif européen, appelé à se décliner concrètement dans les politiques nationales et territoriales.



« Nos concitoyens – nos familles, nos agriculteurs et nos entreprises – méritent une eau propre, sûre et abordable. Cela signifie qu'il faut passer des promesses à des actions concrètes et contraignantes.

Nous ne pouvons pas nous permettre de considérer l'eau comme une ressource infinie. »

Thomas Bajada, député européen (S&D, Malte) et rapporteur du Parlement européen sur la Stratégie de résilience de l'eau.

Source : Parlement européen, 2 mai 2025.

► Un contexte porteur pour Saur

Dans ce contexte, notre rôle évolue. Assurer l'approvisionnement, améliorer la performance des réseaux, renforcer la résilience des infrastructures et optimiser les usages ne relèvent plus seulement de l'exploitation : ils participent directement à la stabilité économique et environnementale des territoires. C'est à cette échelle que s'inscrit notre ambition 2030.

Les réponses techniques et organisationnelles existent déjà : réduction des pertes en réseau, réutilisation des eaux usées traitées, pilotage numérique des ressources, traitement des pollutions complexes, solutions fondées sur la nature. Le défi ne réside plus uniquement dans l'innovation, mais dans la capacité à déployer ces solutions à grande échelle, à les financer durablement et à les adapter aux réalités locales.

La transition hydrique suppose également une évolution des modèles économiques. S'assurer de l'adéquation des usages avec la disponibilité de la ressource en eau, renforcer la prise en considération de la performance du service rendu sont des piliers essentiels pour aligner intérêts économiques et préservation de la ressource.

DES INDICATEURS DE PROGRÈS CONCRETS

EUROPE

85 %

des eaux de baignade de l'Union européenne sont classées d'excellente qualité en 2024 (environ 22 000 sites).

+ de 95 %

de sites d'excellente qualité dans plusieurs pays (Chypre, Bulgarie, Grèce, Autriche, Croatie), reflet des progrès en assainissement et en surveillance sanitaire.

MONDE

74 %

de la population mondiale dispose d'un service d'eau potable géré en toute sécurité en 2024, contre 68 % en 2015. Des centaines de millions de personnes supplémentaires ont ainsi accédé à une eau potable fiable en moins de dix ans.

61 millions de personnes

ont cessé de dépendre directement d'eaux de surface (rivières, étangs, canaux) pour boire entre 2015 et 2024.



Source : European Environment Agency & European Commission – Bathing Water Quality in Europe – 2025 report (données 2024), World Health Organization & UNICEF – Joint Monitoring Programme (JMP), Progress on drinking water 2000–2022 et base de données JMP.

QUELLES DYNAMIQUES MONDIALES POUR PRÉSERVER LA RESSOURCE ?

Sous l'effet du changement climatique, de la croissance des usages et du vieillissement des infrastructures, les tensions sur la ressource s'intensifient. Partout, les politiques publiques évoluent vers une gestion plus intégrée du cycle de l'eau, fondée sur l'efficacité des usages, la restauration des écosystèmes et le développement de solutions circulaires pour renforcer la résilience des territoires.

AMÉRIQUES

Qualité de l'eau et adaptation climatique

Aux États-Unis, l'adoption d'une première norme nationale contraignante sur certains PFAS dans l'eau potable marque un tournant réglementaire majeur et oblige les services d'eau à renforcer leurs systèmes de traitement, malgré un calendrier de mise en conformité récemment assoupli pour tenir compte des contraintes opérationnelles.

En Amérique latine, les politiques visent surtout la résilience climatique, avec restauration des bassins versants, réduction des pertes urbaines et développement de la réutilisation des eaux usées.

Sources : U.S. Environmental Protection Agency, réglementation PFAS 2024-2025 ; Banque mondiale, Water in Latin America and the Caribbean ; CEPAL.

EUROPE

Efficacité et restauration des écosystèmes

Avec la Water Resilience Strategy (2025), l'Union européenne place la gestion de l'eau au cœur de ses politiques climatiques, agricoles et économiques. La Commission fixe un objectif indicatif de réduction d'environ 10 % de la consommation d'eau d'ici 2030, tout en visant la modernisation des réseaux et l'accélération de la réutilisation des eaux usées. La stratégie renforce également la restauration des milieux aquatiques et s'accompagne d'importants investissements, dont un engagement de 15 milliards d'euros de la BEI entre 2025 et 2027 pour la résilience hydrique.

Sources : Commission européenne, European Water Resilience Strategy, 2025 ; Banque européenne d'investissement, programmes eau 2025-2027.



AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Répondre au stress hydrique extrême

Plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient figurent parmi les territoires les plus exposés au stress hydrique mondial. Les politiques publiques y privilégient notamment l'accès de base à l'eau, la réduction des pertes dans les réseaux urbains et le développement du dessalement ainsi que de mini réseaux locaux. En parallèle, la coopération sur les grands bassins transfrontaliers (Nil, Niger, Sénégal) devient un levier central pour prévenir les tensions liées au partage de la ressource.

Sources : Banque mondiale, Water Security in Africa ; FAO, programmes de gestion des bassins transfrontaliers ; ONU-Eau.

ASIE-PACIFIQUE

Sécuriser l'accès et financer les infrastructures

Région la plus peuplée du monde, l'Asie Pacifique fait face à un déficit majeur d'accès à l'eau et à l'assainissement. Selon la Banque asiatique de développement, environ 4 000 milliards de dollars d'investissements WASH seront nécessaires entre 2025 et 2040 pour sécuriser ces services. Les politiques se concentrent sur l'accès aux services, l'adaptation climatique et l'efficacité de l'usage de l'eau, notamment en agriculture via l'irrigation de précision et des programmes de recharge des nappes.

Sources : Asian Development Bank, Asian Water Development Outlook 2025 ; ONU-Eau, analyses sur la sécurité hydrique en Asie.



Entretien avec Patrick Blethon

Président exécutif du groupe Saur

Dans un contexte de tensions hydriques croissantes, la gestion de l'eau s'impose comme un enjeu stratégique majeur pour les territoires. Gouvernance, résilience, financement, innovation : comment passer de la prise de conscience à l'action ?

Patrick Blethon, Président exécutif du groupe Saur, livre son analyse des écarts de maturité hydrique à l'échelle mondiale et des leviers décisifs pour bâtir des trajectoires crédibles de transition, du terrain aux politiques européennes.

► 2025 semble marquer une accélération des tensions autour de l'eau.

Que change cette nouvelle donne ?

Nous ne sommes plus dans une logique de gestion progressive des ressources. Nous entrons dans une période d'instabilité hydrique structurelle, marquée par des sécheresses prolongées, des épisodes d'inondations plus intenses, une pression croissante sur les ressources et des besoins toujours plus importants des villes et des industries. Surtout, nous devons changer de grille de lecture. Pendant longtemps, nous avons géré l'eau comme un flux, comme si elle constituait un revenu renouvelé chaque année. En réalité, nous vivons de plus en plus en puisant dans un capital hydrique qui s'érode.

Cette bascule est majeure : l'eau n'est plus seulement une ressource à gérer, c'est un actif stratégique dont dépend directement la stabilité économique et territoriale.

La sécurisation de l'accès à l'eau conditionne désormais l'implantation industrielle, l'attractivité des territoires et la résilience des sociétés

22 600 Md\$

C'est le **montant estimé des investissements nécessaires d'ici 2050**, selon la Banque mondiale, pour financer les **infrastructures sur l'ensemble du cycle de l'eau***.

* Source : Rapport OCDE « Making Blended Finance Work for Water and Sanitation »



Global Water Summit – mai 2025

Patrick Blethon est intervenu sur les enjeux du financement de l'eau, appelant à une accélération des investissements pour répondre aux pressions croissantes sur la sécurité hydrique.

face au changement climatique.

Cette évolution transforme profondément le rôle des opérateurs. Il ne s'agit plus seulement d'exploiter des réseaux, mais de garantir la continuité d'infrastructures critiques, au cœur du fonctionnement des territoires.

» Comment cela se traduit-il concrètement pour Saur ?

Cela se traduit par une responsabilité croissante dans l'exploitation d'infrastructures hydriques structurantes, souvent au cœur d'équilibres territoriaux fragiles.

À Las Palmas, par exemple, nous exploitons des unités de dessalement qui sécurisent l'approvisionnement en eau d'un territoire insulaire fortement exposé au stress hydrique et à une forte pression touristique. Le dessalement y est devenu un pilier de l'équilibre local.

Au Moyen-Orient, nous intervenons sur des infrastructures stratégiques dans des environnements urbains denses, soumis à des épisodes climatiques intenses. La continuité de service est essentielle pour garantir la sécurité des habitants et la résilience du tissu urbain face aux aléas climatiques.

En Arabie saoudite, par exemple, nous opérons à

l'échelle de grands territoires dans un contexte de transformation profonde du secteur de l'eau.

La performance y est mesurée, contractualisée, pilotée avec un niveau d'exigence très élevé.

En Europe, nous travaillons à moderniser les réseaux, renforcer la gestion des eaux pluviales et développer la réutilisation des eaux traitées. L'objectif est clair : passer de systèmes conçus pour l'abondance à des systèmes capables d'absorber la variabilité et les chocs.

Moderniser, anticiper, sécuriser : ce ne sont plus des options, ce sont des conditions de continuité.

» En quoi cela reflète-t-il la transformation du Groupe ?

Depuis 2020, nous avons engagé une transformation profonde pour renforcer notre capacité à opérer dans des environnements de plus en plus contraints.

Nous avons consolidé notre base européenne tout en accélérant notre développement dans des régions confrontées à des enjeux hydriques majeurs.

Notre ambition à horizon 2030 est claire : devenir le champion de la transition hydrique. Mais ce n'est pas une course à la taille. Notre trajectoire repose sur la sélectivité des projets, la discipline contractuelle et la capacité à apporter des solutions durables aux territoires que nous accompagnons. Dans un secteur où les infrastructures sont de plus en plus critiques, la qualité d'exécution et la solidité des partenariats comptent davantage que la seule dimension.

« L'eau n'est plus un sujet technique : c'est une question de souveraineté, de stabilité économique et sociale. La maturité hydrique, c'est la capacité à anticiper et à piloter le long terme, pas à réagir dans l'urgence. »

Patrick Blethon

« La véritable richesse hydrique d'un territoire réside dans son capital : l'eau stockée dans les sols, les nappes et les écosystèmes. Reconnaître cette réalité impose une nouvelle gouvernance de la ressource, fondée sur la préservation et la régénération de ce capital hydrique. L'enjeu n'est plus seulement de gérer l'eau disponible, mais de reconstruire l'épargne hydrique de nos territoires. »

Patrick Blethon

» Quel rôle jouent la donnée et l'innovation dans cette évolution ?

L'innovation est devenue un levier essentiel pour améliorer la performance et la résilience des infrastructures hydriques. La donnée, les outils numériques et l'intelligence artificielle permettent aujourd'hui de piloter les réseaux avec une précision beaucoup plus fine. Ils facilitent la détection précoce des incidents, l'optimisation des opérations et une meilleure gestion de la ressource.

Chez Saur, nous développons des solutions qui permettent d'anticiper les risques, d'améliorer la performance des infrastructures et d'accompagner les collectivités dans une gestion durable.

Mais au-delà de la technologie, c'est un changement de modèle : performance environnementale et performance opérationnelle convergent. Réduire les pertes, optimiser l'énergie, améliorer les traitements : ces actions renforcent à la fois la préservation du capital hydrique et la solidité économique des services sur le long terme.

» Comment financer ces infrastructures dans un contexte contraint ?

Les besoins d'investissement augmentent partout, alors même que les budgets sont sous pression. Il devient donc indispensable de mobiliser des outils de financement capables de s'inscrire dans

le temps long et d'intégrer des exigences environnementales élevées.

C'est dans cet esprit que Saur a été le premier acteur du secteur à émettre des Blue Bonds, pour un montant total supérieur à un milliard d'euros.

Ces instruments permettent d'aligner performance financière et impact environnemental, tout en apportant la visibilité nécessaire pour financer des infrastructures essentielles.

» Quelle est votre ambition pour les années à venir ?

Notre ambition est d'accompagner les territoires dans la gestion durable de leur ressource, dans un contexte où les tensions s'intensifient.

Cela suppose d'investir, d'innover et de renforcer les coopérations entre acteurs publics et privés.

Mais l'enjeu central est celui de l'exécution.

Nous entrons dans une phase où il ne s'agit plus seulement de prendre conscience, mais d'agir pour préserver et reconstituer notre capital hydrique. Les territoires ont besoin d'opérateurs capables de concevoir, exploiter et sécuriser des infrastructures fiables sur le long terme.

C'est ce rôle que Saur entend pleinement assumer : apporter des solutions concrètes, durables et adaptées aux réalités des territoires.



Djeddah Arabie saoudite, septembre 2025

Dans une région parmi les plus exposées au stress hydrique, le groupe Saur signait un protocole d'accord avec Nesma & Partners, marquant une nouvelle étape pour Saur dans le Royaume. Objectif : unir expertise internationale et ancrage local pour déployer des solutions de gestion de l'eau durables et résilientes, en ligne avec la Vision 2030.

OPÉRER DANS LES ENVIRONNEMENTS LES PLUS EXIGEANTS

Présent dans plus de 25 pays, Saur intervient dans des territoires où la gestion de l'eau est devenue un enjeu stratégique. Régions soumises au stress hydrique, grandes métropoles confrontées aux effets du changement climatique ou territoires en forte croissance : partout, le Groupe conçoit, exploite et sécurise des infrastructures hydriques critiques dans des environnements parmi les plus exigeants au monde.

Dans un contexte d'instabilité hydrique croissante, les territoires ont besoin d'opérateurs capables d'assurer la fiabilité et la continuité de services essentiels sur le long terme. C'est ce rôle que Saur entend pleinement assumer : apporter des solutions concrètes, durables et adaptées aux réalités des territoires que nous accompagnons. Production d'eau potable, exploitation de réseaux d'assainissement, gestion d'infrastructures industrielles ou partenariats public-privé de long terme : nous intervenons sur l'ensemble du cycle de l'eau et assumons des responsabilités opérationnelles durables auprès des collectivités et des États.

Moyen-Orient : des infrastructures hydriques stratégiques

Au Moyen-Orient, Saur opère dans certaines des régions les plus exposées aux tensions hydriques. Dans ces territoires, la fiabilité des infrastructures et la continuité du service sont des enjeux essentiels.

Le Groupe y renforce son rôle d'opérateur de référence en accompagnant des autorités publiques dans la gestion et l'optimisation de vastes systèmes d'assainissement. Ses équipes mobilisent leur expertise technique pour améliorer la performance des infrastructures, moderniser les réseaux et développer des approches innovantes de maintenance et de pilotage, adaptées à des environnements soumis à de fortes contraintes climatiques et urbaines.



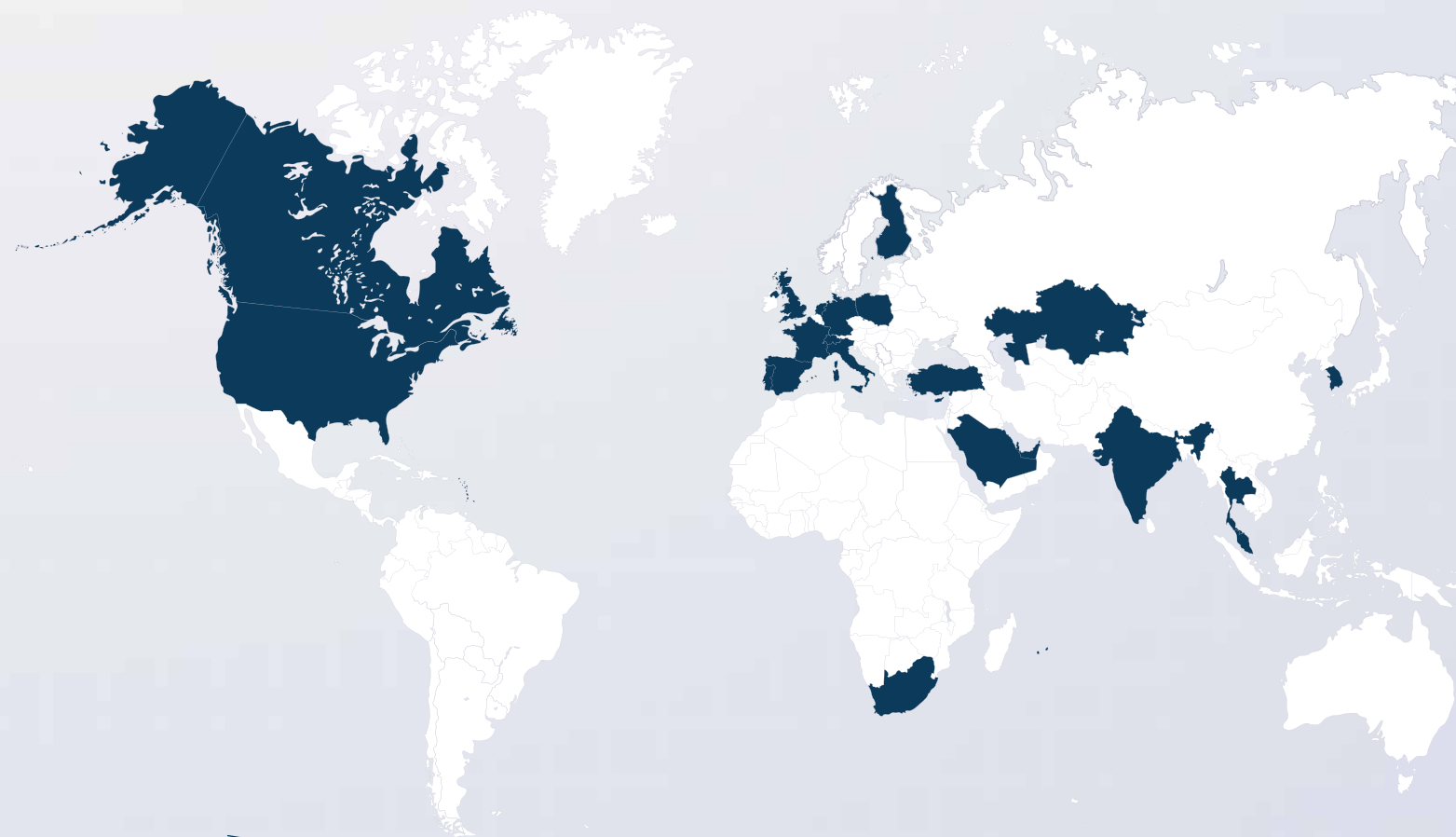
IAN LEMMIN-WOOLFREY,
DIRECTEUR GÉNÉRAL QATAR,
SAUR QATAR

« Au Moyen-Orient, l'eau est une ressource rare alors que les besoins restent très élevés, notamment pour l'agriculture et certaines activités industrielles. Dans ce contexte, l'enjeu ne se limite pas à produire de l'eau : il consiste surtout à gérer efficacement la ressource et à maximiser la réutilisation des eaux traitées, en particulier pour l'irrigation.

Dans ces environnements très exigeants, l'expertise et l'envergure internationale du groupe Saur sont de véritables atouts. Elles apportent à nos clients une confiance immédiate et nous permettent de mobiliser les meilleures compétences techniques pour proposer des solutions innovantes et assurer un service fiable et transparent.

Siège de Saur Qatar.

Présent au Qatar depuis plusieurs années, Saur y apporte son expertise opérationnelle tout au long du cycle de l'eau.



420 M€

de chiffre d'affaires international
en 2025

12,4 %

de croissance cumulée de l'activité
internationale en 2025

16,2 %

d'EBITDA sur les services d'eau
à l'international

L'Europe, socle du développement international

Le développement international du Groupe repose sur un socle européen solide. Au Portugal, Saur confirme un leadership reconnu dans la gestion des services d'eau. En Espagne, le Groupe poursuit sa progression dans un marché en transformation.

En France, Saur change aussi d'échelle. Le renouvellement de nombreux contrats confirme la solidité de notre ancrage territorial, tandis que des gains majeurs, comme le contrat de douze ans signé avec le syndicat Hydreaulys au sud de Paris, illustrent notre capacité à accompagner sur le long terme les collectivités dans la modernisation de leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.

Cette dynamique s'accompagne aussi du renforcement des coopérations industrielles en Europe. Au Royaume-Uni et en Irlande, Saur conclut en 2025 un accord stratégique avec M Group Water afin de développer des infrastructures d'eau et d'assainissement plus intelligentes et plus résilientes.

PILOTER L'EAU À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Face à des ressources sous tension et à des infrastructures de plus en plus sollicitées, l'exploitation des services d'eau évolue. Il ne s'agit plus seulement d'opérer des installations, mais de mieux comprendre leur fonctionnement et d'adapter les opérations en continu. Dans la continuité des solutions déjà déployées, le digital permet progressivement de passer d'une gestion réactive à une gestion plus anticipative des infrastructures. Saur déploie des outils digitaux et des capacités d'analyse qui renforcent la maîtrise opérationnelle des réseaux et des installations.

» UNE MEILLEURE LECTURE DES INFRASTRUCTURES

Les réseaux et les installations génèrent en permanence des données issues des capteurs et des systèmes d'exploitation. Leur utilisation permet aux équipes de disposer d'une vision plus précise du fonctionnement des infrastructures et de détecter plus rapidement certaines anomalies.

Par exemple, nous avons plus de 20 000 compteurs de sectorisation qui jouent un rôle clé. Véritables IRM du réseau, l'analyse des débits de nuit permet d'identifier rapidement la présence de fuites, puis d'intervenir et de les réparer dans des délais courts, limitant ainsi les pertes d'eau.



Sur le terrain, nos techniciens utilisent au quotidien des outils digitaux pour piloter les interventions et optimiser la performance des réseaux d'eau.



« Grâce aux données et à l'IA, nos équipes disposent d'une vision plus fine des réseaux et peuvent intervenir au bon endroit, au bon moment. C'est un levier concret pour réduire les pertes, optimiser les consommations et renforcer la continuité de service. »

Rony Bejjani,
Directeur des Systèmes d'information Groupe

» DES OPÉRATIONS PLUS CIBLÉES

L'exploitation des données, combinée à des outils d'analyse et à des usages ciblés d'intelligence artificielle, permet d'adapter les interventions et d'ajuster les paramètres de fonctionnement des installations. Les équipes peuvent ainsi prioriser leurs actions et intervenir de manière plus ciblée.

» DES ÉQUIPES MIEUX OUTILLÉES

Le digital transforme les conditions d'intervention des équipes terrain. Dans plusieurs entités, les outils déployés permettent d'accéder aux données en mobilité, de suivre l'état des installations et de renseigner les opérations en temps réel. Dans la majeure partie des territoires où nous opérons, les équipes utilisent des applications terrain pour planifier les interventions et renseigner les opérations directement sur site.

» UN IMPACT DIRECT SUR LA PERFORMANCE

L'exploitation des données permet d'agir directement sur le fonctionnement des installations. En ajustant les paramètres d'exploitation, les équipes améliorent la maîtrise des procédés et optimisent les consommations.



» RENFORCER LA FIABILITÉ DES SERVICES D'EAU

Dans un environnement de plus en plus variable, la capacité à s'adapter rapidement devient essentielle. En s'appuyant sur les données, les outils d'analyse et des usages ciblés d'intelligence artificielle, Saur renforce la fiabilité des services et la continuité des opérations. Le digital constitue ainsi un levier opérationnel pour accompagner l'évolution des modèles de gestion de l'eau.



Les outils digitaux et l'IA permettent aux équipes de superviser les installations en temps réel, d'optimiser les opérations et d'améliorer durablement la performance des équipements.



FRANCISCO JAVIER VALLE ROMERO,
ÉLECTROMÉCANICIEN
- GESTAGUA

« Ici, en Espagne, nous utilisons BlueSphere, un projet de cockpit digital qui simplifie notre travail quotidien. Tous les équipements, les maintenances et les plans de réseau sont désormais centralisés dans une base de données unique. Grâce au planificateur et à l'application mobile, nous avons une vision claire des interventions à venir et pouvons gérer les comptes rendus en temps réel, directement sur le terrain. Cette agilité nous permet de prendre des décisions plus rapides et mieux informées, de réduire les erreurs et d'améliorer la coordination entre équipes. Résultat : des installations mieux entretenues, moins d'imprévus et un service plus fiable et plus transparent pour les clients. Au-delà du gain de temps, BlueSphere renforce la fiabilité des installations et la continuité du service. La centralisation des données et le suivi en temps réel des équipements permettent d'anticiper les besoins de maintenance, de limiter les incidents et de mieux prioriser les interventions. Cette approche plus proactive améliore la coordination entre équipes et offre aux clients une vision plus transparente de l'état des installations et des actions menées. »



UNE OFFRE INTÉGRÉE AU SERVICE DE LA TRANSITION HYDRIQUE

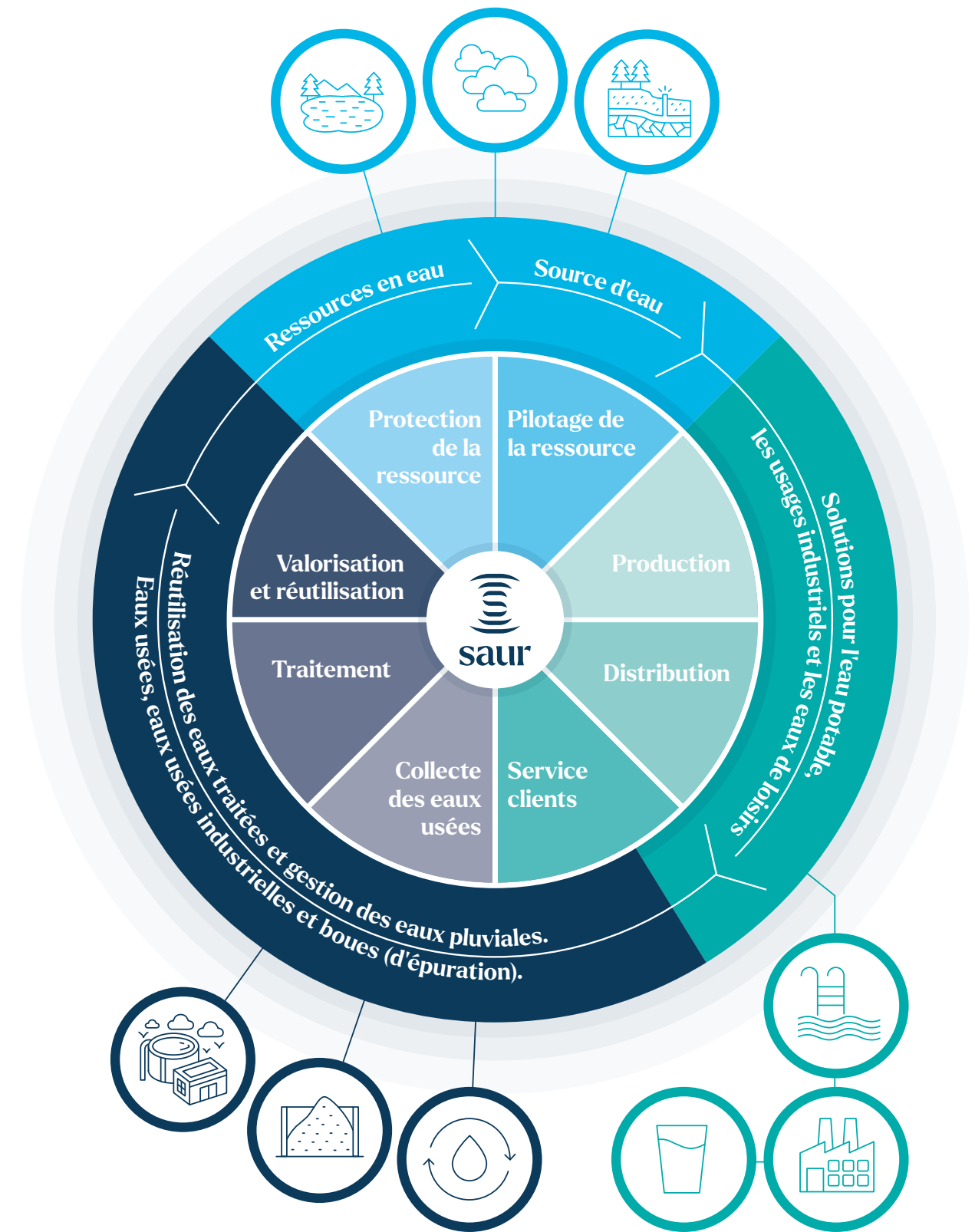
Chez Saur, tout commence et tout finit avec l'eau. Plus que jamais, nous poursuivons un objectif unique : Mission Water. Notre expertise s'appuie sur une chaîne de valeur circulaire globale et des capacités à 360°, de la conception des solutions à leur fabrication et leur exploitation. Cette approche intégrée nous permet d'agir sur l'ensemble du cycle de l'eau, de la protection de la ressource à la réutilisation des eaux traitées.

Notre expertise couvre l'ensemble du cycle de l'eau : gestion et protection des ressources, production et distribution d'eau potable, relation avec les usagers, collecte et traitement des eaux usées, valorisation des sous-produits et développement de nouvelles ressources hydriques, notamment grâce à la réutilisation des eaux traitées. Cette approche intégrée permet d'agir simultanément sur plusieurs leviers essentiels : sécuriser l'accès à l'eau potable, améliorer la performance des réseaux et des installations, préserver durablement la ressource et développer des solutions de valorisation des flux issus du traitement. **Notre offre s'appuie sur trois domaines d'intervention complémentaires pour les clients collectivités territoriales et industries.**

L'exploitation et la gestion des infrastructures d'eau : usines de production d'eau potable, stations d'épuration et réseaux, dans le cadre de contrats de concession ou d'exploitation-maintenance. Nous proposons également des services spécialisés et digitaux pour le suivi de la ressource, la maintenance des installations et l'optimisation de la performance des réseaux, ainsi que des solutions mobiles de traitement permettant d'intervenir rapidement en cas de tension sur la ressource, de besoin temporaire ou de situation d'urgence.

La conception et la fabrication de technologies et d'équipements dédiés à la gestion de l'eau, qui nous permettent de maîtriser une part essentielle de la chaîne de valeur et de garantir performance, fiabilité et rapidité de déploiement des solutions.

L'ingénierie, l'approvisionnement et la construction d'infrastructures hydriques, depuis la conception des ouvrages jusqu'à la réalisation des installations de traitement et des réseaux, en intégrant la planification, la sélection des équipements et la mise en œuvre opérationnelle. En combinant technologies, ingénierie et exploitation, nous développons des solutions intégrées qui renforcent la performance des services d'eau, sécurisent les infrastructures et accompagnent durablement la transition hydrique des territoires et des activités économiques.



RÉINVENTER LE CYCLE DE L'EAU : UN TOUR DU MONDE DES SOLUTIONS DURABLES

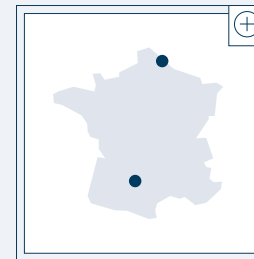
Collectivités, industriels, acteurs de l'immobilier ou de l'aquaculture : partout, les mêmes questions se posent. Comment sécuriser durablement la ressource en eau ? Comment réduire les impacts environnementaux des activités humaines ? Comment anticiper des réglementations de plus en plus exigeantes ? De la France à l'Amérique du Nord, en passant par l'Espagne, les Pays-Bas et la lagune vénitienne, les équipes de Saur déploient des solutions concrètes, adaptées à la diversité des territoires, des usages et des clients.

Dans l'environnement lagunaire fragile de Venise, où l'eau est à la fois omniprésente et menacée, Saur déploie des solutions de pointe pour améliorer la qualité de l'eau et transformer les usages.

MODERNISER LES INFRASTRUCTURES POUR ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

Le voyage débute en France, berceau historique du groupe Saur. Ici, les infrastructures de l'eau ne se limitent plus à leur fonction première : elles deviennent des leviers majeurs de la transition écologique, énergétique et de la résilience territoriale.

Des « usines du futur » au service des territoires



Au sein du Groupe, Stereau, expert en ingénierie, conçoit et construit des « usines du futur » qui associent transition hydrique et transition énergétique. À Montauban, la station d'épuration du Verdié incarne cette nouvelle génération d'infrastructures. Pensée comme un outil multifonctionnel, elle combine traitement des eaux usées, valorisation énergétique et sobriété dans la gestion des ressources, tout en garantissant la continuité du service public. L'installation accompagne le développement du territoire sur le long terme et renforce sa résilience face aux contraintes climatiques et réglementaires croissantes.

Cette approche se retrouve également à Watrelos, commune frontalière de la Belgique, où une station historique est en cours de transformation pour devenir une véritable « usine du futur ». L'objectif : produire plus d'énergie que nécessaire à son fonctionnement, intégrer des traitements avancés et anticiper les futures réglementations, notamment en matière de micropolluants et de réutilisation de l'eau.



SUR LE TERRAIN

Marc Biboulet,
directeur du
développement
commercial,
Stereau

« Le projet de Montauban est né d'une double anticipation : l'évolution démographique du territoire et le durcissement à venir des exigences réglementaires. L'objectif n'était pas seulement d'augmenter la capacité de traitement, mais aussi de repenser la station comme un outil de valorisation des ressources. En réduisant la production de boues et en transformant l'énergie contenue dans les effluents en biogaz injectable dans le réseau, nous avons fait le choix d'une approche qui dépassait les standards de l'époque. Aujourd'hui, cette installation préfigure ce que la réglementation européenne va progressivement généraliser. Elle démontre qu'à cette échelle, l'énergie produite par la méthanisation peut presque compenser celle nécessaire au traitement des eaux, faisant de la station un véritable levier de transition énergétique et de résilience territoriale. »

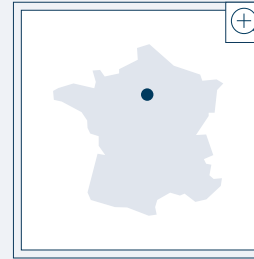


Mise en service en 2025, l'unité de méthanisation de Montauban permet de produire **5 GWh de biométhane** par an, soit l'équivalent de la consommation énergétique d'environ **1 200 foyers**, pour une capacité de **103 500** équivalents-habitants.

Transformer l'assainissement en moteur de la transition écologique

Toujours en France, dans l'ouest francilien, le syndicat Hydreaulys et Saur France ont engagé un partenariat de long terme pour faire de l'assainissement un levier concret de la transition écologique et énergétique. Saur y gère un patrimoine d'infrastructures structurant, au service de plusieurs centaines de milliers d'habitants, avec une ambition claire : conjuguer performance opérationnelle, sobriété énergétique et anticipation des exigences environnementales.

Ce partenariat se traduit par des investissements ciblés visant à réduire l'impact environnemental des stations d'épuration et à anticiper les évolutions réglementaires. Il prévoit notamment la transformation de la station d'épuration du Carré de Réunion en station à énergie positive à l'horizon 2032, sous réserve de la réalisation par Hydreaulys de deux grands projets : d'une part une ferme solaire qui apporterait près de 20 % de la consommation de la station, et d'autre part la récupération de chaleur des effluents pour le chauffage urbain. En parallèle, Saur France s'engage à réduire de 16 % la consommation énergétique des installations et de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2031.

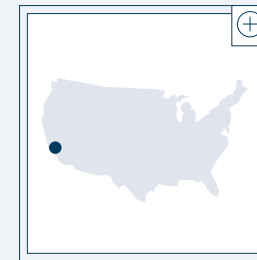
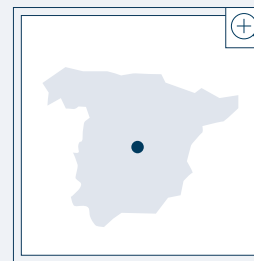


Gérer l'ensemble du cycle de l'eau en limitant l'impact carbone

Cap ensuite vers le sud de l'Europe, en Espagne, dans la région de Tolède. À Consuegra, Gestagua, filiale de Saur, exploite depuis 1991 l'ensemble du service de l'eau pour le compte de la commune. Renouvelé en 2024 jusqu'en 2040, le contrat couvre l'intégralité du cycle de l'eau — du captage à l'assainissement — au service de 9 767 habitants. Le système repose sur cinq forages, deux réservoirs d'eau potable et un réseau de distribution de 148 km, sectorisé en 43 zones, permettant un pilotage fin des flux et des performances hydrauliques.

Consuegra constitue aujourd'hui un site pilote pour le déploiement de solutions visant à réduire l'empreinte énergétique et carbone du service. La station d'épuration, dimensionnée pour 22 500 équivalents-habitants, affiche une consommation énergétique de 0,47 kWh par m³ traité. Gestagua y expérimente également des outils de pilotage et d'optimisation énergétique, permettant de suivre les consommations en temps réel et d'ajuster le fonctionnement des équipements. En complément, une centrale photovoltaïque d'une capacité de 127 kWp est en cours de construction, avec une mise en service prévue début 2026. Cette approche intégrée illustre la volonté de Saur de gérer l'ensemble du cycle de l'eau en maîtrisant les consommations d'énergie et en limitant l'impact carbone des infrastructures, à l'échelle des territoires.

Consuegra (Tolède, Espagne)
Site pilote de la transition hydrique, la commune combine performance des réseaux, optimisation énergétique de la station d'épuration et future centrale photovoltaïque (127 kWp).



SÉCURISER L'EAU AU CŒUR DES USAGES TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELS

Qualifier et noter les risques liés aux ressources en eau

Entre 2015 et 2022, 97 % de la France métropolitaine a connu des restrictions sur l'usage de l'eau de surface. C'est dans ce contexte qu'ImaGeau, filiale de Saur, a déployé pour L'Oréal son Water Stress Index (WSI). Il permet d'identifier les sites industriels les plus exposés au risque de rupture d'approvisionnement. Réalisée à distance par un hydrogéologue, l'évaluation combine données locales et récentes, analyse critique, scores détaillés par indicateur et recommandations opérationnelles à court et long terme. Un véritable outil d'aide à la décision pour sécuriser les activités, optimiser les investissements et renforcer les démarches RSE, CSRD ou « Zero Net Water ».

« Face à l'intensification des pressions climatiques et des usages, la compréhension fine des systèmes hydrogéologiques est devenue un enjeu stratégique pour sécuriser durablement l'accès à l'eau. Mon rôle consiste à analyser le fonctionnement des ressources dans leur contexte local, en intégrant à la fois les contraintes climatiques et les pressions anthropiques. Cette expertise scientifique doit ensuite être traduite en outils d'aide à la décision concrets, capables de qualifier objectivement les niveaux de risque. En apportant une lecture claire, fondée sur des données robustes et locales, nous permettons aux acteurs publics et industriels d'anticiper les tensions sur la ressource, de hiérarchiser les priorités d'action et de construire des stratégies adaptées, à la fois opérationnelles et durables. »



Marina Alazard,
Cheffe de projet hydrogéologue,
Docteure en hydrogéologie,
ImaGeau

De l'autre côté de l'Atlantique, direction la Californie. Sur un campus de Microsoft, au cœur de la Silicon Valley, la réutilisation des eaux grises est clé pour lutter contre le stress hydrique endémique de la région. Sur un campus du géant de la Tech, entièrement reconstruit en 2022, Saur, via sa filiale Natural Systems Utilities (Nijhuis Saur Industries), a conçu un dispositif décentralisé de recyclage de l'eau à l'échelle du campus. Pensée pour un environnement tertiaire exigeant, la solution garantit performance opérationnelle, continuité de service et conformité réglementaire. Le campus peut accueillir plus de 2 000 personnes et recycle chaque année environ 12 000 m³ d'eau, pour une demande intérieure de 3 100 m³ par an.

« En Californie, la réutilisation des eaux usées est intégrée depuis longtemps dans les politiques publiques, en réponse à un contexte de sécheresse structurelle. Le réaménagement du campus Microsoft a été conçu dès l'origine avec cette exigence. Le système mis en place repose sur des technologies éprouvées, notamment les procédés membranaires MBR, appelés à devenir la norme réglementaire. Il permet de recycler les eaux grises, les eaux noires et les eaux de pluie. L'ozonation en fin de traitement garantit une qualité visuelle constante, essentielle pour l'acceptation des usages sur site. En fonctionnement continu depuis 2022, l'installation démontre qu'il est possible de recycler plus d'eau que le campus n'en consomme, avec une exploitation maîtrisée et un haut niveau d'exigence réglementaire. »



Vincent Gruffat,
Directeur conception-réalisation et exploitation
- NSU Côte Ouest



AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU DANS DES ENVIRONNEMENTS SENSIBLES ET CONTRAINTS

Nouvelle étape du voyage : Venise. Dans cet environnement lagunaire fragile, l'eau est à la fois omniprésente et menacée. Pour répondre aux enjeux de préservation et de régénération de la ressource, Saur déploie des innovations de pointe au service de la qualité de l'eau, de la résilience économique locale et de nouveaux usages.

Transformer les usages : Canal Café

Installé au cœur de Venise pendant le Biennale 2025, Canal Café incarne l'engagement de Saur et de sa filiale Nijhuis Saur Industries en faveur de la réutilisation de l'eau et de la circularité. À partir de l'eau saumâtre des canaux, des technologies avancées produisent une eau potable utilisée pour préparer un espresso. À la fois démonstrateur technologique et installation artistique, le projet invite le public à expérimenter un nouveau rapport à la ressource. Canal Café est issu d'une collaboration internationale entre Diller Scofidio + Renfro, Natural Systems Utilities et Sodai, avec le soutien de Webuild. En mai 2025, le projet a reçu le Golden Lion Award, saluant une initiative collective à forte portée internationale.

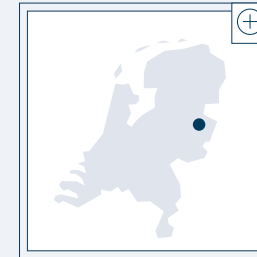
Soutenir une filière économique locale

À quelques kilomètres de là, sur l'île de **Pellestrina**, une installation de purification d'eau de mer a été mise en service en août 2025 pour sécuriser les activités conchylicoles locales. Le système **VAL 600 AQUA** alimente des bassins de purification en circuit fermé destinés aux coquillages. Cette technologie est développée par **Coldep**, une entreprise française spécialisée dans les solutions avancées de traitement de l'eau pour l'aquaculture et les effluents industriels, **récemment intégrée au groupe Saur via sa filiale Nijhuis Saur Industries**. Avec une capacité d'environ 15 m³ par heure, le système élimine virus et bactéries tout en limitant la consommation d'énergie et les phénomènes de colmatage. Une solution concrète qui contribue à **garantir la sécurité sanitaire des produits de la mer** et à renforcer la **durabilité des filières conchylicoles locales**.

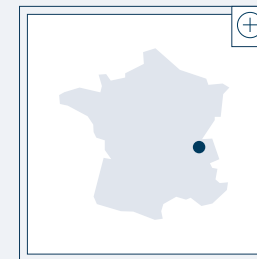


Pellestrina (Italie) – Le système VAL 600 AQUA assure la purification continue de l'eau de mer pour les coquillages, avec une consommation énergétique minimale.

Biennale de Venise – L'installation Canal Café illustre la capacité à transformer l'eau des canaux en ressource potable, au cœur d'un événement international dédié à l'innovation artistique et environnementale.



Rebecca Dhawle,
Ingénieure R&D,
groupe Saur



Guillaume Germain,
Président d'Odalie,
Saur Services

DÉPOLLUER ET DÉVELOPPER LA SOBRIÉTÉ HYDRIQUE

La transition hydrique passe par des solutions de dépollution toujours plus performantes et une réduction durable des consommations. En misant sur l'innovation et la R&D, nos réponses conjuguent protection, régénération de la ressource et sobriété des usages.

R&D : développer des réponses face aux défis des PFAS

Aux Pays-Bas, l'eau est un élément omniprésent, aussi menaçant que menacé par les sécheresses et la salinisation. C'est là, à Doetinchem, mais aussi à Amsterdam et à Maurepas, en France, que nos équipes R&D travaillent sur l'un des défis majeurs du traitement de l'eau d'aujourd'hui : les PFAS et autres micropolluants émergents. Des études de faisabilité, des essais pilotes en conditions réelles et une forte interaction entre R&D, ingénierie et conseil permettent de concevoir des solutions modulaires et évolutives, capables d'anticiper les exigences réglementaires futures tout en maîtrisant les impacts environnementaux et économiques.

« Les PFAS représentent aujourd'hui l'un des défis les plus complexes du traitement de l'eau. En R&D, notre travail consiste à comprendre le comportement des PFAS dans des matrices d'eau très différentes, à combiner plusieurs technologies complémentaires et à les tester en conditions réelles. L'objectif est de proposer des solutions fiables, économiquement soutenables et suffisamment flexibles pour rester conformes aux exigences réglementaires d'aujourd'hui comme à celles de demain. »

Odalie : réduire l'empreinte hydrique dès la conception des habitations

Préparer le futur de l'eau, c'est aussi réduire l'empreinte hydrique des habitants dès la construction et la réhabilitation des bâtiments. Avec Odalie, Saur agit au cœur des usages en traitant et en réutilisant les eaux grises à l'échelle du bâti.

« À Grenoble, nous sommes intervenus sur un bâtiment existant livré en 2017, en réinstallant une solution de réutilisation des eaux grises en janvier 2025. Ce projet a permis de démontrer, en conditions réelles, qu'il était possible de traiter des eaux plus chargées et d'atteindre une qualité conforme aux usages, là où une expérimentation précédente avait été abandonnée.

Ce retour d'expérience a servi de socle au projet du Chalet du Parc de la Tête d'Or à Lyon, une opération de réhabilitation, où l'installation de l'Aquapod est prévue en juillet 2026. Les eaux de cuisine du restaurant y seront traitées et réutilisées pour les toilettes, l'arrosage et le nettoyage extérieur, dans un cadre expérimental validé par arrêté préfectoral.

Ces deux projets illustrent qu'en rénovation comme en construction, intégrer la réutilisation de l'eau dès la conception permet de réduire jusqu'à 50 % la consommation d'eau potable d'un bâtiment et d'alléger durablement la pression sur la ressource. »

NOTRE MODÈLE D'AFFAIRES

Chez Saur, la RSE est au cœur du modèle d'affaires. Elle structure la mobilisation de nos ressources, oriente nos activités et guide nos décisions à tous les niveaux. En plaçant nos collaborateurs et nos clients au cœur du changement, en reconnaissant le caractère fini et circulaire des ressources, et en nous appuyant sur une gouvernance partagée et éthique, nous créons une valeur durable pour l'ensemble de nos parties prenantes et contribuons concrètement aux Objectifs de développement durable.

Nos ressources

Notre feuille de route RSE, moteur du modèle d'affaires et de la transition hydrique

Notre création de valeur

Notre contribution aux ODD

VALEUR HUMAINE & RELATIONNELLE

- Capital humain**
12 464 collaborateurs
- Expertise métiers & savoir-faire**
86 % des salariés ont bénéficié d'au moins une formation en 2025
- Culture sécurité**
81 % : part du chiffre d'affaires couvert par une certification ISO 45 001
- Ancrage territorial**
▶ 25 pays d'implantation
- ▶ 140 pays desservis par le Groupe
- Relation clients & utilisateurs**
+ de 18 000 réponses consommateurs recueillies et analysées

SOCLE

Placer nos collaborateurs et clients au cœur du changement



- Clients & usagers**
▶ + de 4,3 millions d'abonnés* dans le monde
- ▶ + de 7 000 références en traitement des eaux industrielles
- Partenaires engagés**
▶ 483 fournisseurs engagés dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)
- ▶ 13,6 M€ engagés auprès d'acteurs de l'ESS
- Salariés**
▶ 59 % de nos recrutements en CDI
- ▶ 87 % des salariés en CDI



VALEUR ENVIRONNEMENTALE & OPÉRATIONNELLE

- Capital industriel (infrastructures, réseaux, usines)**
▶ 250 854 km de canalisations gérées dont :
- assainissement : 55 339 km
- eau potable : 195 516 km
- ▶ 1 386 sites de production d'eau potable
- ▶ 2 522 sites d'épuration
- Technologies & R&D**
170 brevets actifs
- Ressources naturelles mobilisées**
▶ 740,7 Mm³ d'eau prélevée en milieu naturel
- ▶ 175,8 m³ d'eau prélevée par abonné dans l'environnement
- ▶ 1 140 252 MWh d'électricité et 225,51 GWh d'énergie primaire consommée

SOLUTIONS

Reconnaître que nos ressources sont limitées mais circulaires



- Sécurisation de l'eau**
▶ 83,5 Mm³ d'eau réutilisés depuis 2021
- ▶ 99,4 % de conformité bactériologique des eaux distribuées
- ▶ 98,7 % de conformité physicochimique de l'eau distribuée
- Performance hydrique**
79,1 % de rendement des réseaux
- Sobriété énergétique**
▶ 100 % de l'électricité consommée couverte par des garanties d'origine renouvelables
- ▶ 28,9 tonnes de CO₂/M€ en 2025, soit une baisse de 25 % par rapport à 2024
- Économie circulaire**
97 % des boues évacuées valorisées



* Un abonné correspond à un compteur et non à un habitant. Le nombre de personnes desservies est supérieur au nombre d'abonnés.

VALEUR TERRITORIALE & SOCIÉTALE

- Capital financier**
▶ 2,332 Md€ de chiffre d'affaires
- ▶ 1,8 Md€ d'obligations vertes émises depuis 2021
- ▶ 1 Md€ d'obligations bleues émises depuis 2024
- ▶ 5,2 % de ratio Dette/Ebitda
- Gouvernance**
32 % de femmes dans les fonctions dirigeantes
- Cadre éthique & conformité**
▶ 100 % de l'effectif couvert par le dispositif d'alerte
- ▶ 81 % de la population cible formée à l'éthique et à la conformité en présentiel
- Chaîne d'approvisionnement**
Plus de 13 000 fournisseurs

RESPONSABILITÉ

Une gouvernance partagée et éthique



- Fournisseurs**
92 % de nos achats réalisés dans le pays d'implantation pour un montant de 1 457 M€
- Pays hôtes**
22,1 M€ d'impôts et taxes versés
- Confiance & transparence**
4,3/5 : note de satisfaction donnée par nos clients abonnés en 2025 (enquêtes post contact France)
- Solidarité**
▶ 123 projets financés par Saur Solidarités depuis 2013 dans ses pays d'implantation et à l'étranger
- ▶ + de 800 000 bénéficiaires



PROTÉGER LA RESSOURCE : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Nos collaborateurs sont au cœur de la protection de la ressource et de la qualité du service rendu. Leur expertise, leur vigilance et leur engagement quotidien constituent le socle de notre action. Avec la feuille de route RSE 2030, nous renforçons leurs compétences sur les nouveaux métiers de l'eau, faisons de la sécurité une priorité absolue et soutenons leur implication dans des actions durables. Cette mobilisation s'inscrit dans une dynamique plus large, tournée vers nos clients, les collectivités, les usagers et l'ensemble des parties prenantes. En favorisant l'écoute, la transparence et la coopération, nous construisons des solutions partagées, adaptées aux réalités des territoires. C'est par cette action collective que nous pouvons garantir une eau conforme, préserver les écosystèmes et accompagner durablement les territoires que nous servons.

LES OBJECTIFS DE NOTRE FEUILLE DE ROUTE RSE 2030



41%

Part de femmes occupant des postes de direction



100%

Part du personnel de ventes, support et opérationnel ayant une pratique métier orientée clients



SÉCURITÉ : NOTRE SOCLE COMMUN



Présent sur de nombreux territoires et métiers, Saur fait face à un enjeu central : réduire les écarts de performance en matière de sécurité et élever le niveau globalement. En 2025, le Groupe engage une nouvelle étape pour inscrire durablement la sécurité dans les pratiques, grâce à des standards communs, des outils partagés et une mobilisation collective des équipes.



« Partager les standards, c'est la première étape. La suivante, c'est vérifier qu'ils sont réellement appliqués sur le terrain et comparables d'une entité à l'autre. Les outils d'audit nous donnent cette lecture commune, mais la vraie maturité commence quand chacun ne veille plus seulement à sa propre sécurité, et se sent aussi responsable de celle des autres. »

Daniel Daphné, Vice-Président HSE Groupe

Objectiver les pratiques est indispensable pour piloter la prévention à l'échelle du Groupe et identifier les priorités d'action. Pour progresser, Saur a fait le choix de renforcer la transparence par la mesure. Deux outils d'audit communs sont en cours de déploiement à cette fin : SAS Field permet d'évaluer sur le terrain la conformité des pratiques opérationnelles aux standards Groupe, tandis que SAS Management analyse la manière dont la sécurité est pilotée au niveau organisationnel. En rendant les

résultats comparables entre entités, ces dispositifs donnent une lecture homogène des pratiques. Ils permettent de cibler les écarts et de structurer des plans d'action adaptés aux réalités du terrain.

► Partager une culture commune

Déployées progressivement au cours des trois dernières années, les 10 règles vitales constituent aujourd'hui le socle commun de la culture sécurité du Groupe. Elles définissent les comportements attendus face aux situations à risque, quels que soient le métier ou le pays. Cette culture commune s'installe dès l'intégration. Saur renforce les standards d'accueil sécurité des nouveaux embauchés, une population particulièrement exposée. Leur accueil est donc progressivement spécialisé en fonction du métier et du niveau de responsabilité. Selon que l'on soit électricien, monteur-soudeur, manager ou directeur d'exploitation, le contenu de l'accueil sécurité sera donc personnalisé. Avec un minimum de trois heures d'accueil, des contenus adaptés et une généralisation progressive à l'ensemble du Groupe, l'objectif est de sécuriser les premiers mois d'activité et de poser un cadre commun dès le départ.

► Faire vivre la prévention au quotidien, collectivement

Au-delà des règles et des outils, la prévention repose sur les comportements. Nous devons faire évoluer nos pratiques et passer des connaissances individuelles à une vigilance réellement collective. L'objectif : construire une dynamique collective où les règles de sécurité sont non seulement connues de chacun mais surtout portées collectivement. Chacun est alors responsable de sa propre sécurité, mais il est

Focus

Un e-learning pour ancrer les règles vitales

Déployées à l'échelle du Groupe, les 10 règles vitales constituent un référentiel commun de sécurité, que tous les salariés doivent partager. Depuis octobre 2025, ces règles se diffusent plus rapidement et efficacement grâce à un e-learning obligatoire. Son objectif : dépasser la simple connaissance des règles pour les inscrire durablement dans les comportements, sur le terrain comme dans les fonctions support. Déjà déployé en France et en cours de généralisation dans les autres pays, il permet à chacun de se former à son rythme.



aussi attentif à celle des autres. Concrètement, cela signifie oser rappeler une règle, intervenir en cas de situation à risque, proposer son aide ou partager une bonne pratique pour prévenir un accident. Cette dynamique s'appuie sur l'entraide et le mentorat horizontal, en valorisant les compétences et l'expérience de chacun.



JOSÉ MANUEL LOUREIRO,
Responsable de production,
Gestagua

« Aller vite ne vaut rien si l'on ne travaille pas en sécurité. La priorité, c'est de rentrer chez soi sain et sauf, chaque jour. »

► Dans votre quotidien, quels sont les principaux risques de sécurité auxquels vous êtes confronté sur le terrain, et comment les gérez-vous ?

Au quotidien, les principaux risques sont liés aux interventions techniques. Les risques électriques nécessitent une vigilance constante : il est essentiel de s'assurer que les équipements sont bien mis hors tension et consignés avant toute intervention, car ce réflexe n'est pas toujours systématique. Les risques mécaniques impliquent quant à eux de travailler dans un environnement ordonné et propre, avec des équipements adaptés et le port des EPI, en veillant notamment à utiliser les moyens de levage lorsque cela est nécessaire.

Les risques chimiques demandent également de la rigueur, avec le port des protections appropriées et le respect des procédures lors de la manipulation et de la réception des produits. Les interventions en espaces confinés et les travaux en hauteur imposent de suivre strictement les protocoles et de mobiliser les moyens humains et techniques adaptés. Enfin, les déplacements font partie intégrante du métier : cela suppose un entretien régulier des véhicules et le respect des règles de sécurité routière.

► Pouvez-vous partager une situation concrète qui a changé votre manière d'aborder la sécurité ?

Oui, deux situations ont profondément marqué ma manière de voir les choses. Dans une précédente entreprise, un collègue a perdu une main parce que les consignes de sécurité n'avaient pas été respectées, simplement pour aller plus vite. Cet accident a été un déclic : j'ai compris que la rapidité n'a aucune valeur si elle se fait au détriment de la sécurité.

Plus récemment, un autre collègue a été victime d'un accident de la route lors d'une intervention urgente et se retrouve aujourd'hui en fauteuil roulant. Il ne portait pas sa ceinture. On pense souvent que « ça n'arrive qu'aux autres », jusqu'au jour où cela arrive vraiment.

► Concrètement, que signifie pour vous "prendre soin de soi et des autres" au sein de votre équipe ?

Cela signifie tout. La sécurité passe avant tout, quelles que soient les contraintes ou l'urgence. Prendre soin de soi et des autres, c'est refuser de faire des compromis et veiller collectivement à ce que chacun rentre sain et sauf à la fin de la journée.

L'INCLUSION FORGE NOTRE PERFORMANCE COLLECTIVE



Dans un groupe qui emploie plus de 12 000 collaborateurs répartis dans 25 pays, garantir un environnement de travail équitable et sécurisé constitue bien plus qu'une obligation morale : c'est une condition de notre performance. Nous en avons fait l'un des fondements de notre feuille de route RSE 2025-2030, plaçant la diversité des profils au rang de levier stratégique pour stimuler l'innovation et renforcer notre culture commune.

► Des résultats concrets en matière d'égalité professionnelle

Pour la deuxième année consécutive, l'UES Eau affiche un score de 99/100 à l'Index Égalité Femmes-Hommes en 2024, marquant une progression constante depuis 2019. Cette performance se traduit également dans nos instances dirigeantes, où la représentation féminine atteint des niveaux significatifs : 63 % de femmes siègent au Comité de direction et 19 % occupent des postes de cadres dirigeants. Ces résultats témoignent d'une dynamique durable qui irrigue l'ensemble de notre organisation.

► Une politique handicap qui monte en puissance

La politique handicap de Saur poursuit sa montée en maturité. Après avoir structuré son organisation et renforcé l'accompagnement individuel, nous ouvrons une nouvelle étape. Pour 2026, plusieurs priorités sont définies : poursuivre la progression du taux d'emploi et renforcer la sensibilisation managériale pour diffuser une culture commune sur le sujet. La dynamique se poursuit à l'international, avec une première action en Espagne menée par l'athlète paralympique Ludivine Munoz, venue sensibiliser les équipes locales.

Cette montée en puissance a été confortée en 2025 par l'obtention du statut « Entreprise handi-engagée » de France Travail. Ce label ouvre notamment l'accès à Handimatch, un outil facilitant la mise en relation entre entreprises engagées et candidats en situation de handicap. Un levier supplémentaire pour attirer, accompagner et fidéliser les talents.



« Notre objectif est simple : que le handicap ne soit plus un sujet. Que chacun puisse en parler librement et être accompagné dès qu'un besoin existe. Grâce à des aménagements sur mesure, nous permettons aux collaborateurs de rester durablement en emploi. C'est ce changement culturel que nous installons, pas à pas. »

Alexandre Dion, Responsable Diversité et Inclusion



Septembre 2025

Les équipes de Saur Espagne ont assisté au webinar de Ludivine Munoz sur la diversité, l'inclusion et le management. Multi-médaillée paralympique, elle a partagé un parcours aussi inspirant qu'engagé.



Novembre 2025

Philippe Croizon, athlète handisport, est intervenu dans le cadre d'une table ronde sur le handicap organisée par l'entreprise en présence de Patrick Blethon, son président exécutif.

Le handicap : d'un sujet tabou à une réalité assumée

Notre politique handicap, structurée depuis la signature d'une convention avec l'Agefiph en 2025, accélère notre transformation culturelle. Le cap est clair : le handicap doit devenir une composante naturelle de la vie au travail, totalement banalisée. Pour y parvenir, nous avons formé 100 % de nos recruteurs en France à la prise en compte du handicap dans les processus d'embauche et d'onboarding. Chaque candidat titulaire d'une Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) est systématiquement reçu en entretien de préqualification. Au-delà du recrutement, le maintien dans l'emploi constitue un axe majeur : nos collaborateurs bénéficient, si besoin, d'un accompagnement, et ce dès le dépôt de leur demande de RQTH, avec des aménagements sur mesure – solutions ergonomiques, outils numériques adaptés comme Dragon ou Tadeo, véhicules automatiques, interventions d'ergonomes.



EURYDICE BAFFA,
Directrice commerciale
Hauts de France,
Saur France

« Mon ambition, à trois ou cinq ans, est que le handicap devienne un sujet naturel. Qu'on puisse le poser sur la table comme n'importe quelle contrainte, familiale ou autre, sans hésitation ni crainte, pour permettre à chacun de poursuivre son parcours professionnel en toute sérénité. »

► Vous avez participé à plusieurs actions de sensibilisation au handicap. Qu'est-ce que cela a changé concrètement dans votre manière de recruter et de manager ?

J'ai participé à deux sessions internes de formation et à un job dating externe dédié aux personnes en situation de handicap. Nous avons également suivi un module « Recruter sans discriminer », particulièrement instructif. Ce que j'en retiens, ce sont de nouveaux réflexes dans la manière d'aborder le sujet. Lorsqu'un candidat évoque un handicap, visible ou invisible, il faut savoir en parler sans intrusion, avec justesse. Ces formations nous ont aidés à adopter une posture plus sereine et professionnelle. On comprend aussi que de nombreux handicaps — notamment invisibles — ne constituent pas un frein à l'exercice de nos métiers.

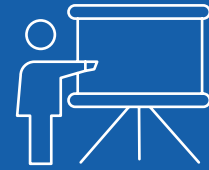
► La sensibilisation à la langue des signes a-t-elle eu un impact dans vos équipes ?

Oui, et très positivement. J'ai souhaité que toute mon équipe participe à la session. Ils en sont ressortis grandis. Dans nos métiers d'utilité publique, nous sommes en contact permanent avec les riverains. Apprendre des gestes simples — bonjour, merci, au revoir — a levé une barrière. Même sans vocabulaire technique, nous avons compris qu'une communication reste possible : articulation claire, regard face à face, gestes naturels. Au-delà de la relation avec le public, cela a aussi renforcé la cohésion interne. Sur des chantiers bruyants, certains utilisent désormais des gestes pour mieux se coordonner. C'est devenu un réflexe utile.

► Sentez-vous une évolution culturelle autour du handicap au sein de l'entreprise ?

Oui, le sujet est moins tabou. On en parle plus librement. Nous avons aujourd'hui des relais identifiés — médecine du travail, référents internes — qui nous aident à adapter les situations si nécessaire. Parfois, une simple information permet d'ajuster l'organisation sans dispositif lourd. Nous avons aussi élargi notre compréhension du handicap : certaines maladies chroniques, comme le diabète ou d'autres affections de longue durée, peuvent relever d'une reconnaissance et d'un accompagnement spécifique. Ce lien n'était pas toujours évident auparavant.

FORMER POUR TRANSFORMER



Dans un contexte de transformation accélérée des métiers de l'eau, la formation constitue un levier stratégique pour sécuriser les opérations, accompagner les transitions et soutenir le développement du Groupe. Au-delà des obligations réglementaires, Saur structure progressivement une approche globale articulant sécurité, expertise métier, transformation digitale et développement managérial.

► Former pour protéger : priorité aux fondamentaux

Avant de transformer, il faut sécuriser. En 2025, la priorité est donnée aux formations socles : sécurité terrain, cybersécurité, conformité réglementaire. La campagne des Dix règles d'or sécurité a mobilisé plus de 6 700 collaborateurs, avec un taux de participation supérieur à 87 %.

Dans un contexte où le cyber-risque est classé risque majeur n°1 du Groupe et où plus de 80 % des cyber-attaques réussies impliquent une erreur humaine, la formation devient aussi un outil de résilience opérationnelle. Dans ce domaine, deux campagnes internes de phishing ont permis de tester la vigilance des équipes : plus de 11 000 collaborateurs concernés. En janvier 2025, 5 % ont cliqué sur des tentatives simulées et 1,4 % ont communiqué leur mot de passe. Des parcours individualisés ont donc été déployés et quelques mois après, une nouvelle campagne de phishing a permis d'enregistrer des améliorations significatives.



38 000

actions de formation
réalisées en 2025



+ de 100 000

heures de formation dispensées



6 % de la masse salariale :

notre objectif de dépenses
de formation d'ici fin 2030,
versus 3,55 % en 2025

► Développer des compétences stratégiques pour accompagner Mission Water 2030

Au-delà des fondamentaux, Saur a engagé plusieurs axes structurants pour accompagner la transformation du Groupe. La formation managériale constitue un premier levier. Les fondamentaux du management ont été déployés afin d'harmoniser les pratiques et renforcer les repères communs. Parallèlement, le projet de Saur Management Competency Model a été lancé. Il a vocation à structurer et approfondir, dans la durée, les compétences attendues des managers. Les compétences linguistiques font également l'objet d'un effort renforcé, avec un accent particulier sur l'apprentissage de l'anglais. Cet investissement soutient l'internationalisation du Groupe et contribue à consolider une culture commune, au service d'un collectif « One Saur ».

► Préparer 2030 : structurer les compétences de demain

En 2025, le Groupe a engagé des travaux structurants pour préparer sa stratégie formation 2026-2030. Une cartographie des métiers a permis d'identifier plus de 400 métiers à l'échelle du Groupe. En parallèle, une ontologie des compétences est en cours de formalisation afin de définir, pour chaque métier, les compétences clés et les niveaux attendus. L'objectif est clair : mieux accompagner les collaborateurs dans l'évolution de leurs compétences et outiller les trajectoires professionnelles face aux transitions digitales et organisationnelles.

La formation : une fonction structurée au service du Groupe

La Direction Formation s'organise autour de trois piliers complémentaires :

1 Saur Water Academy



- > Formation interne
- > Formateurs permanents et occasionnels
- > Formations obligatoires (sécurité)
- > Formations techniques spécialisées

2 Ingénierie de formation



- > Conception et développement des contenus
- > Formations e-learning et présentielles
- > Administration des plateformes TMS et LMS

3 Planification et pilotage



- > Recueil des besoins
- > Co-construction du plan annuel
- > Déploiement opérationnel
- > Reporting et optimisation des financements



CÉDRIC BON,
responsable pédagogique
et formateur métier,
Saur France

« Dans un métier technique comme le nôtre, transmettre en interne garantit la confidentialité de nos procédés et de nos méthodes. »

► Qu'est-ce qui fait la spécificité des formations chez Saur ?

D'abord le choix de s'appuyer sur un organisme interne, la Saur Water Academy, qui conçoit et déploie ses propres formations. Nous ne dépendons pas d'un prestataire extérieur pour transmettre nos méthodes, nos standards ou nos exigences opérationnelles. En 2025, nous nous appuyons sur 42 formateurs internes occasionnels et 3 formateurs permanents. Cela nous donne une grande agilité. Autre point fort : l'uniformité. Les contenus sont standardisés, hébergés sur MyAcademy et verrouillés. Résultat : partout où ils sont déployés, nos modules de formations présentent le même contenu et le même niveau d'exigence. Enfin, la formation interne protège notre savoir-faire.

► Quelles sont les nouvelles compétences qui émergent sur le terrain ?

Le socle réglementaire reste central : il représente plus de 80 % des formations. Mais les besoins évoluent rapidement. Nous voyons monter des besoins en compétences liées à la digitalisation des réseaux : cartographie 3D, géolocalisation de haute précision, exploitation de données via la 5G et l'IA. Nous intégrons également des modalités pédagogiques innovantes. Par exemple, la réalité virtuelle pour former au terrassement et prévenir les risques d'ensevelissement, ou des modules 3D immersifs pour comprendre les procédés de traitement de l'eau potable et des eaux usées. L'objectif est double : accompagner la transformation technologique du métier et rendre la formation plus concrète et engageante.

► Comment faire en sorte que les compétences acquises s'ancrent durablement dans les pratiques professionnelles ?

Nous travaillons sur plusieurs leviers. D'abord, l'immersion : avec les « corners formation », nous formons directement sur les sites d'exploitation, avec les équipements réels. L'apprentissage se fait dans le contexte exact du métier. Ensuite, le rappel régulier : micro-learning courts et ludiques, quiz ciblés sur MyAcademy qui permettent de tester les connaissances et d'identifier les besoins complémentaires. Enfin, la boucle managériale : les besoins sont identifiés lors des entretiens annuels, consolidés dans le plan de développement des compétences, puis arbitrés et déployés. Ancrer les compétences, c'est combiner immersion terrain, répétition intelligente et implication du management. C'est ce triptyque qui permet de transformer durablement les pratiques.

MIEUX ÉCOUTER POUR MIEUX AGIR : L'EXPÉRIENCE CLIENTS AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION

En 2025, Saur consolide une approche structurée et partagée de l'expérience clients. Avec le programme Engage, l'écoute devient un levier d'action à l'échelle du Groupe : mieux comprendre les attentes, renforcer la qualité de service et faire de la satisfaction client un moteur d'amélioration continue, en France comme à l'international.

Chez Saur, la satisfaction clients repose sur une conviction simple : la qualité du service rendu passe par une compréhension fine des attentes, des usages et des irritants des clients. Comme le souligne Émilie Boumédiène, Directrice Marketing Adjointe & Expérience Client : « *Écouter les clients ne consiste pas seulement à mesurer leur satisfaction, mais à comprendre leurs enjeux pour mieux les accompagner au quotidien et ce qui fait réellement la qualité du service à leurs yeux.* »

► Écouter pour mieux comprendre et accompagner les territoires

Au-delà de l'amélioration continue de la performance opérationnelle, cette écoute constitue un levier stratégique pour accompagner les collectivités, les industriels et les consommateurs dans leur transition hydrique. En croisant les retours clients avec son expertise métier, Saur affine sa compréhension des besoins des entreprises et des territoires, anticipe les attentes émergentes et éclaire le développement de solutions adaptées aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

► Engage : une écoute client à l'échelle du Groupe

En 2025, cette approche franchit une nouvelle étape avec la montée en puissance du programme Engage. Déployé progressivement à l'échelle du Groupe, il vise à structurer une méthodologie d'écoute homogène de l'ensemble des clients, tout en respectant la diversité des contextes territoriaux et culturels. Pour Émilie Boumédiène : « *Engage offre un cadre commun, fondé sur des méthodes et des indicateurs partagés, tout en laissant aux équipes locales la capacité de s'adapter aux réalités de leur territoire.* » Les enseignements issus de cette démarche

permettent de prioriser les actions d'amélioration du service, mais aussi de détecter des problématiques émergentes et d'anticiper les évolutions des besoins.

► De l'écoute à l'action

Le programme Engage combine plusieurs dispositifs complémentaires pour transformer la voix du client en décisions opérationnelles concrètes : entretiens qualitatifs, enquêtes post-contact et outils de pilotage partagés. L'écoute client devient ainsi un outil d'aide à la décision au service de l'innovation et de l'évolution de l'offre du Groupe en matière de transition hydrique.



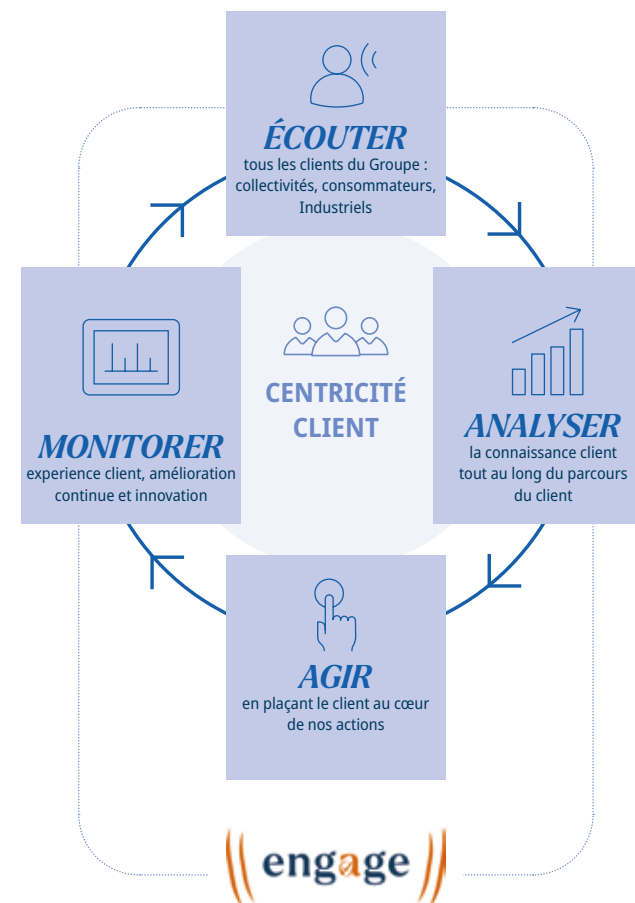
« **Au-delà de l'amélioration continue de la performance opérationnelle, l'écoute clients constitue un levier stratégique pour accompagner les collectivités, les industriels et les consommateurs dans leur transition hydrique.** »

Émilie Boumédiène,
Directrice Marketing Adjointe & Expérience Client



4,3 / 5

C'est la note moyenne attribuée en 2025 par les abonnés en France à l'issue de leurs échanges avec les équipes de relation clientèle. Issue d'enquêtes post-contact, menées à chaud après chaque interaction, cette évaluation reflète une expérience client mesurée au plus près du terrain. Les retours sont analysés en continu, partagés avec les équipes concernées et traduits en actions concrètes, notamment par des rappels proactifs auprès des abonnés qui expriment des insatisfactions.



JOSÉ PEÇAS,
Directeur de la relation client B2B & B2C,
Aquapor – Portugal

UNE EXPERTISE LOCALE RENFORCÉE PAR LA FORCE DU GROUPE

► Depuis quand travaillez-vous sur les enjeux d'écoute et de pilotage de l'expérience client au Portugal ?

Nous travaillons sur ces sujets depuis plusieurs années. Dès 2018, nous avons mis en place des dispositifs structurés, en B2C comme en B2B, combinant enquêtes de satisfaction, groupes de discussion et analyses importance-performance. Cette antériorité nous a permis d'installer des pratiques solides et surtout de transformer rapidement les résultats en plans d'actions concrets.

► Comment cette démarche se traduit-elle au quotidien ?

Nous avons progressivement développé une évaluation continue de l'expérience client. Chaque interaction, en particulier les appels traités par nos centres de relation client, peut donner lieu à un retour à chaud. Avec plusieurs centaines de milliers d'appels par an, cela nous permet de suivre la qualité de service au quotidien et d'intervenir immédiatement lorsque les notes sont insuffisantes.

► Qu'apporte aujourd'hui l'approche Groupe à cette organisation déjà en place ?

L'approche Groupe constitue un véritable effet levier. Grâce à la plateforme commune de Voix du Client, nous partageons des indicateurs standardisés avec les autres pays. Cela nous permet de nous comparer, de situer nos performances et d'identifier plus rapidement les bonnes pratiques à diffuser. Cette dynamique Groupe renforce la culture client à tous les niveaux. Elle facilite le partage d'expériences entre pays, la priorisation des actions et l'alignement des équipes autour d'objectifs communs, au plus près des opérations.



ANTICIPER ET TRAITER LES RISQUES QUI PÈSENT SUR LA RESSOURCE

Évaluer, anticiper et adapter : telle est notre démarche pour mieux préserver la ressource face à un cycle de l'eau fragilisé. En analysant la vulnérabilité de nos sites et de nos infrastructures, nous identifions les zones les plus exposées et déployons les solutions nécessaires pour garantir la continuité du service et protéger les milieux naturels. Notre feuille de route RSE 2030 renforce cette dynamique : réduction de notre empreinte carbone selon une trajectoire exigeante, suivi renforcé des fournisseurs les plus émetteurs et intégration d'indicateurs environnementaux dans nos choix techniques. Ces engagements structurent une politique d'adaptation fondée sur la connaissance, la mesure et l'amélioration continue, pour soutenir des territoires plus résilients et une gestion durable de l'eau.

LES OBJECTIFS DE NOTRE FEUILLE DE ROUTE RSE 2030



100 %

Sites dont la vulnérabilité aux sécheresses et aux pluies torrentielles a été évaluée



100 %

Sites dont l'impact sur la biodiversité a été évalué



L'eau, le climat et la nature : UNE ÉQUATION INDISSOCIABLE

Changement climatique, pression sur la ressource en eau, protection de la nature : chez Saur, ces crises sont pensées comme un système unique. Car chaque décision prise sur l'un de ces leviers a des impacts directs sur les autres. Bénédicte Peyrol, Vice-présidente RSE, Stratégie, Communication, Marketing et Affaires publiques, revient sur la nécessité d'agir simultanément sur ces leviers pour renforcer la résilience des territoires.



► Pourquoi est-il devenu impossible de traiter séparément les enjeux climat, eau et nature ?

Bénédicte Peyrol – Parce que la réalité scientifique et opérationnelle montre qu'ils sont profondément interdépendants. Le changement climatique modifie le cycle de l'eau, accentue les sécheresses, les pluies extrêmes et fragilise les milieux aquatiques. En retour, la dégradation de la nature affaiblit la capacité des écosystèmes à stocker l'eau, filtrer les pollutions ou amortir les extrêmes climatiques. Chez Saur, nous avons donc fait le choix de ne pas traiter le climat d'un côté, l'eau de l'autre et la nature à part. Notre feuille de route RSE

2025-2030 repose sur cette vision intégrée : chaque action est évaluée simultanément sous l'angle climatique, hydrique et écologique, afin de maximiser les co-bénéfices et d'éviter les effets contre-productifs.

► En quoi la trajectoire carbone du Groupe dépasse-t-elle la seule question des émissions ?

BP – Notre trajectoire carbone n'est pas qu'un exercice de réduction des émissions de CO₂. C'est un levier de transformation de nos métiers. En cherchant à décarboner nos activités, nous optimisons nos consommations d'énergie et de produits

de traitement, ce qui réduit à la fois notre empreinte carbone, nos prélèvements indirects en eau et nos impacts sur les milieux aquatiques. Par exemple, optimiser l'usage des réactifs chimiques permet de limiter les émissions liées à leur fabrication tout en réduisant les rejets susceptibles d'affecter la nature. De la même manière, améliorer l'efficacité énergétique de nos stations renforce leur sobriété et leur robustesse face aux crises climatiques.

► Comment le changement climatique transforme-t-il concrètement la gestion de l'eau ?

BP – Nous sommes passés d'une gestion fondée sur la stabilité à une gestion de l'incertitude. Cela implique d'anticiper les sécheresses prolongées comme les pluies intenses, sur toute la chaîne du cycle de l'eau. Concrètement, cela passe par la diversification des ressources, le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et une gestion de plus en plus prédictive grâce aux données et aux capteurs. Ces approches permettent d'optimiser en continu la performance des systèmes, d'anticiper les aléas et d'intervenir plus rapidement. L'objectif est double : sécuriser le service de l'eau pour les usagers et limiter la pression exercée sur les milieux naturels.

« Protéger les écosystèmes, c'est à la fois préserver la ressource en eau, renforcer la résilience des territoires et lutter contre le changement climatique. Chez Saur, cette vision intégrée est le socle de notre feuille de route. »

Bénédicte Peyrol

► Comment cette vision intégrée climat-eau-nature se traduit-elle concrètement dans la prise de décision du Groupe ?

BP – Nous cherchons un maximum à appliquer cette vision intégrée dans nos prises de décisions. Nous tentons de développer au maximum les co-bénéfices entre les différents leviers liés à notre trajectoire carbone, la protection de la ressource en eau et de la nature. Cela nous permet d'anticiper les vulnérabilités, d'adapter les solutions aux réalités locales et de renforcer la résilience des territoires. Penser ces enjeux ensemble nous fait passer d'une logique de réaction à une logique d'anticipation. Cette approche garantit des choix plus cohérents, durables et alignés avec les attentes des collectivités comme avec les limites planétaires.



Réutilisation de l'eau et protection des milieux naturels en Ile-de-France

Sur le territoire d'Hydreaulys, syndicat en charge de l'assainissement de 31 communes de l'ouest parisien, Saur accompagne la production de 150 000 m³ par an d'eaux usées traitées réutilisées pour des usages non potables. Cette solution de REUT permet de réduire les prélèvements sur la ressource, notamment en période estivale. Inscrit dans une gestion intégrée du cycle de l'eau, ce projet transforme un effluent en ressource, renforce la résilience du territoire face à la sécheresse et contribue à la préservation durable des milieux aquatiques, tout en limitant l'empreinte carbone liée à la production d'eau alternative.

Agir pour la sécurité hydrique et l'adaptation climatique au Moyen-Orient

Dans plusieurs pays du Moyen-Orient, Saur intervient sur des territoires fortement exposés à des tensions hydriques extrêmes et des épisodes climatiques de plus en plus intenses. Nos équipes y accompagnent la modernisation et l'exploitation de systèmes essentiels à la fois pour la gestion des eaux pluviales et pour la distribution d'eau potable, dans des environnements urbains soumis à une croissance rapide.

Les projets reposent sur une gestion intégrée du cycle de l'eau : amélioration de la qualité et de la continuité du service d'eau potable, sécurisation des réseaux de distribution, renforcement des capacités de stockage, gestion prédictive des eaux pluviales et déploiement d'infrastructures capables d'absorber temporairement les épisodes extrêmes.

Cette démarche illustre l'approche intégrée de Saur : anticiper les aléas climatiques, sécuriser les villes face aux inondations et aux épisodes climatiques extrêmes, concevoir des aménagements multifonctionnels qui renforcent la résilience urbaine, limitent les îlots de chaleur et favorisent le maintien d'une nature adaptée, y compris en environnement aride.

Une vision à moyen et long terme DE NOTRE TRAJECTOIRE DE DÉCARBONATION

Face aux attentes croissantes en matière de climat et de transparence, Saur fait évoluer en profondeur sa démarche de décarbonation en se dotant d'une feuille de route climat 2023-2032, première étape vers la neutralité carbone à horizon 2050. Cette ambition net zero, fondée sur des scénarios et référentiels (AIE-NZE, APS, STEPS), constitue une boussole de long terme pour anticiper les efforts à fournir et identifier les leviers stratégiques permettant d'accélérer la décarbonation au-delà de 2030.

Cette démarche repose sur neuf leviers majeurs, allant de la décarbonation de la flotte de véhicules à l'optimisation des processus d'assainissement, en passant par le développement des solutions de production d'électricité d'origine renouvelable, ou encore la décarbonation de nos achats de produits de traitement. **Chaque zone géographique dans laquelle Saur opère a défini ses propres objectifs par levier**, permettant ainsi de déterminer une trajectoire carbone « bottom-up ».

► Innovation, sobriété et adaptation opérationnelle

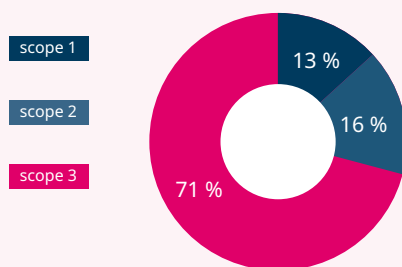
Pour diminuer notre empreinte, nous nous appuyons sur des innovations déployées au sein du Groupe. **Exemple : le projet AI Plant, fondé sur la création de jumeaux numériques des usines**, ouvre des perspectives nouvelles pour optimiser les paramétrages, réduire les consommations d'énergie et de réactifs, et faciliter le pilotage quotidien des installations. Nous privilégions également une **approche circulaire**, qui vise à prolonger la durée de vie des équipements grâce à des plans de maintenance renforcés et à une capacité d'ajustement local indispensable. Chaque site présente ses propres spécificités, qu'il s'agisse des conditions météorologiques, des capacités de stockage ou des technologies et procédés utilisés. Il nous faut donc réaliser une **analyse au cas par cas**, fondée sur des données précises et des plans d'actions partagées avec les collectivités, propriétaires des infrastructures.

► Décarboner la mobilité

Les émissions liées aux consommations de carburant représentent environ la **moitié des émissions**

directes (scope 1). Saur se fixe donc des objectifs pour réduire l'impact de sa flotte de véhicules, en s'engageant par exemple en France à **électrifier 100 % des véhicules de fonction et 30 % des véhicules de service à horizon 2030**. En complément, des plans d'action sont engagés pour massifier l'écoconduite et avoir une politique de gestion des trajets et des chargements efficaces, combinant ainsi enjeux de sécurité, financiers et climatiques.

Répartition des émissions par scope



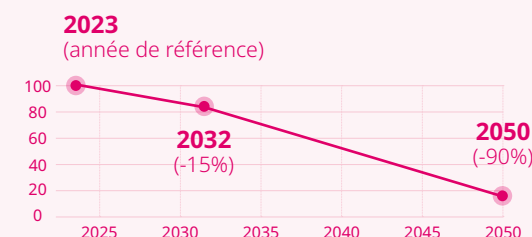
► Le scope 3, révélateur des leviers décisifs

Les produits de traitement, indispensables à la potabilisation de l'eau et à l'assainissement, représentent à eux seuls **23 % des émissions indirectes (scope 3)**. Leur empreinte élevée s'explique par des procédés de fabrication carbonés et aux volumes utilisés. Réduire les consommations ou identifier des alternatives plus sobres peut contribuer à la fois à diminuer l'empreinte carbone et à améliorer la performance économique des sites. La démarche engagée avec

les fournisseurs, qui vise à **encourager des plans de décarbonation**, devient un moteur essentiel de pilotage de cette trajectoire.

► **Un cadre et une gouvernance porteurs**
La représentation de la RSE au comité de direction générale du Groupe facilite l'alignement des décisions et des actions avec l'ensemble des directions du Groupe. Le soutien de la présidence, la mobilisation des actionnaires et l'intégration des enjeux climat dans les mécanismes de financement renforcent encore cette dynamique. Les attentes des collectivités et des entreprises jouent également un rôle majeur dans l'engagement de tous à s'aligner sur cette trajectoire, les appels d'offres incluant de plus en plus souvent des bilans carbone périodiques, des trajectoires obligatoires et des pénalités financières en cas de manquements. Cette évolution contribue à **inscrire la mitigation du changement climatique dans les pratiques quotidiennes**, à sécuriser les ressources nécessaires et à ancrer durablement la transition hydrique du Groupe.

Trajectoire climat du groupe Saur



Une trajectoire reconnue par Moody's

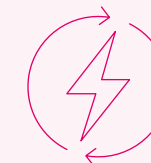
Saur a choisi le NZA (Net Zero Assessment) de Moody's pour faire évaluer sa trajectoire carbone moyen et long terme et son plan de transition associé. Le NZA fournit une évaluation indépendante et comparable du plan de décarbonation d'une entreprise, en tenant compte de son ambition, des moyens mis en œuvre, et de la gouvernance du sujet. Saur a obtenu le score NZ-3, témoignant de la robustesse de sa feuille de route climat.

Le rapport de Moody's est disponible en flashant :



OLIVIER BIANCHI
Ingénieur d'affaires
– groupe Saur, France

L'ÉLECTRIFICATION DES FLOTTES, UN LEVIER CONCRET DE DÉCARBONATION



La décarbonation des flottes de véhicules constitue un levier clé de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées aux activités du Groupe. Relevant principalement du scope 1 (émissions directes liées à l'usage des véhicules) et, selon les cas, du scope 3 (véhicules loués ou prestations associées), elle s'inscrit dans une démarche globale visant à faire évoluer les usages, au-delà du seul renouvellement des équipements.

Le Groupe a engagé une trajectoire progressive d'électrification de sa flotte, accompagnée de solutions concrètes pour sécuriser les usages : accès aux infrastructures de recharge, équipements à domicile ou sur site, et accompagnement des collaborateurs dans cette transition.

Ingénieur d'affaires couvrant un vaste territoire dans le quart nord-ouest de la France, Olivier Bianchi fait partie de ces profils itinérants pour lesquels l'adaptation des usages est déterminante. Comme il l'explique :

« **Passer à l'électrique suppose de changer de logique. Le Groupe nous accompagne dans cette transition, en nous donnant les moyens de comprendre et d'anticiper nos déplacements. La recharge à domicile apporte un vrai confort, et le réseau de bornes sécurise les trajets longue distance. Cette évolution m'a permis d'aligner mon quotidien professionnel avec les enjeux environnementaux sur lesquels je travaille, tout en conservant l'efficacité nécessaire à mon métier.** »

Au-delà de la réduction directe des émissions, l'électrification de la flotte illustre la volonté du Groupe d'agir sur les usages, en combinant solutions techniques et accompagnement humain, pour faire de la décarbonation une transformation durable et partagée.

S'adapter au changement climatique POUR GARANTIR LA CONTINUITÉ DU SERVICE DE L'EAU

Le changement climatique n'est plus une projection : il affecte déjà la disponibilité de la ressource, la sécurité des infrastructures et la continuité des services de l'eau. En 2025, Saur a conduit un diagnostic approfondi de la vulnérabilité climatique de ses sites dans toutes ses géographies. Cette analyse permet d'identifier les principaux risques physiques auxquels le Groupe est exposé et de déployer, de manière priorisée, des solutions d'adaptation opérationnelles pour renforcer la résilience des territoires.

► Analyser les vulnérabilités pour anticiper les risques climatiques

L'adaptation commence par une connaissance fine des risques. En 2025, Saur a évalué la vulnérabilité climatique de plus de 6 500 sites, couvrant l'ensemble de ses activités d'eau potable, d'assainissement et ses principaux clients industriels.

Cette analyse, menée à l'aide de l'outil *Munich Re Location Risk Intelligence*, intègre plusieurs scénarios climatiques (2030, 2050, 2100) et une large gamme d'aléas : inondations, sécheresses, tempêtes, chaleurs extrêmes, affaissements des sols ou encore risques cycloniques dans les territoires ultramarins.

Les résultats montrent que si une majorité de sites présente un niveau de risque modéré, **près de 20 % des installations sont exposées à un risque climatique élevé**, nécessitant des plans d'adaptation spécifiques pour préserver les actifs et garantir la continuité du service.

► Prioriser l'action sur les points de vulnérabilité majeurs

L'analyse des risques permet de hiérarchiser les priorités d'adaptation. En Europe continentale, les principaux enjeux concernent les **inondations fluviales**, les **tempêtes** et l'**instabilité des sols**, qui fragilisent en particulier les réseaux.

Dans les territoires d'outre-mer, les infrastructures sont davantage exposées aux **cyclones**, aux **séismes** et aux **coupures électriques prolongées**, avec des impacts potentiels forts sur la continuité de

l'alimentation en eau. Cette cartographie des vulnérabilités oriente les décisions opérationnelles : identification des sites critiques, définition de plans de continuité d'activité et intégration de critères climatiques dans la conception, l'exploitation et la maintenance des ouvrages.

► Déployer des solutions d'adaptation concrètes et opérationnelles

À partir de ce diagnostic, Saur a identifié un **catalogue de solutions d'adaptation**, sélectionnées pour leur efficacité technique, économique et leur capacité à répondre à plusieurs risques climatiques simultanément.

Parmi les leviers prioritaires :

- le renforcement des dispositifs de gestion de crise et de formation des équipes,
- la sécurisation de l'alimentation électrique (groupes électrogènes, tests réguliers),
- l'entretien préventif et l'adaptation des réseaux face aux mouvements de terrain,
- le déploiement d'unités mobiles de traitement pour assurer la continuité du service en situation extrême.

Déjà intégrées dans de nombreux contrats, ces solutions renforcent la résilience des infrastructures, protègent les revenus du Groupe et ouvrent de nouvelles perspectives de création de valeur, notamment à travers des offres de conseil et d'accompagnement en matière de résilience climatique.



+ de **6 500** sites évalués face aux principaux risques climatiques



20 % des sites sont à risque élevé et nécessitent des plans d'adaptation spécifiques



À l'hiver 2025, la tempête Emilia a provoqué vents violents, fortes vagues et pluies abondantes, notamment aux Canaries et en Andalousie.



NISA GUEDE BRITO
Directrice adjointe des opérations
- Emalsa, Espagne

SE MOBILISER POUR FAIRE FACE AUX ÉVÈNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES

En décembre 2025, la tempête Emilia a frappé Las Palmas de Gran Canaria avec des pluies intenses et des vents violents, mettant sous tension les infrastructures d'assainissement de la ville. Dans ce contexte, les équipes d'Emalsa ont dû conjuguer anticipation, réactivité et continuité du service public. En amont de l'épisode, des inspections et des opérations de nettoyage avaient été menées sur les points sensibles du réseau. Malgré cela, l'intensité des précipitations a provoqué des colmatages, des débordements ponctuels et des dégâts sur certaines stations de pompage. Pendant plusieurs jours, les équipes se sont relayées 24h/24 pour sécuriser les installations, intervenir en urgence et limiter les impacts sur l'environnement et les quartiers les plus exposés. Comme l'explique un collaborateur mobilisé durant l'événement :

« Lors de la tempête Emilia, tout s'est joué sur le terrain. Les pluies ont été très intenses et les réseaux ont été fortement sollicités. Notre priorité a été d'intervenir vite, en continu, pour rétablir le fonctionnement des installations et limiter les débordements. Les équipes ont été pleinement mobilisées, avec des moyens renforcés, en lien étroit avec les services municipaux. Ces épisodes rappellent combien l'anticipation et l'engagement humain sont essentiels pour garantir la continuité du service public face au changement climatique. »



Évaluer la biodiversité POUR MIEUX AGIR SUR LES TERRITOIRES

Pour protéger durablement la ressource en eau, il est indispensable de mieux comprendre les liens entre les activités humaines et le vivant. Chez Saur, cette conviction se traduit par une démarche structurée d'évaluation de la biodiversité, conçue comme un outil d'aide à la décision.

En identifiant les impacts et les dépendances de ses activités aux écosystèmes, le Groupe se donne les moyens d'agir de façon ciblée, locale et mesurable, en cohérence avec les attentes des territoires.

► Une matrice biodiversité pour objectiver les enjeux

En 2024-2025, Saur a conduit une **évaluation approfondie de ses impacts et dépendances à la biodiversité**, conformément aux exigences de la CSRD et aux référentiels internationaux, notamment la méthodologie de Locate - Evaluate - Assess - Prepare (LEAP) développée par la TNFD (Taskforce on Nature-related Financial Disclosures). Cette démarche repose sur une matrice d'analyse croisant, pour chaque grande activité du Groupe, le niveau d'impact potentiel sur les écosystèmes et le degré de dépendance aux services rendus par la nature : qualité de l'eau, régulation des crues, recharge des nappes, protection contre l'érosion...

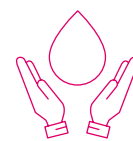
► De la connaissance à l'action opérationnelle

L'analyse met en évidence que les **activités de production d'eau**, en particulier à partir des nappes et des eaux de surface, concentrent les enjeux les plus élevés. Elles représentent une part significative de l'activité du Groupe et **dépendent fortement du bon fonctionnement des milieux naturels**, notamment des zones humides, des sols et des écosystèmes aquatiques. Ces résultats permettent de hiérarchiser les priorités d'action et d'orienter les investissements là où les enjeux biodiversité sont les plus critiques.

► Préserver la biodiversité, un critère de performance

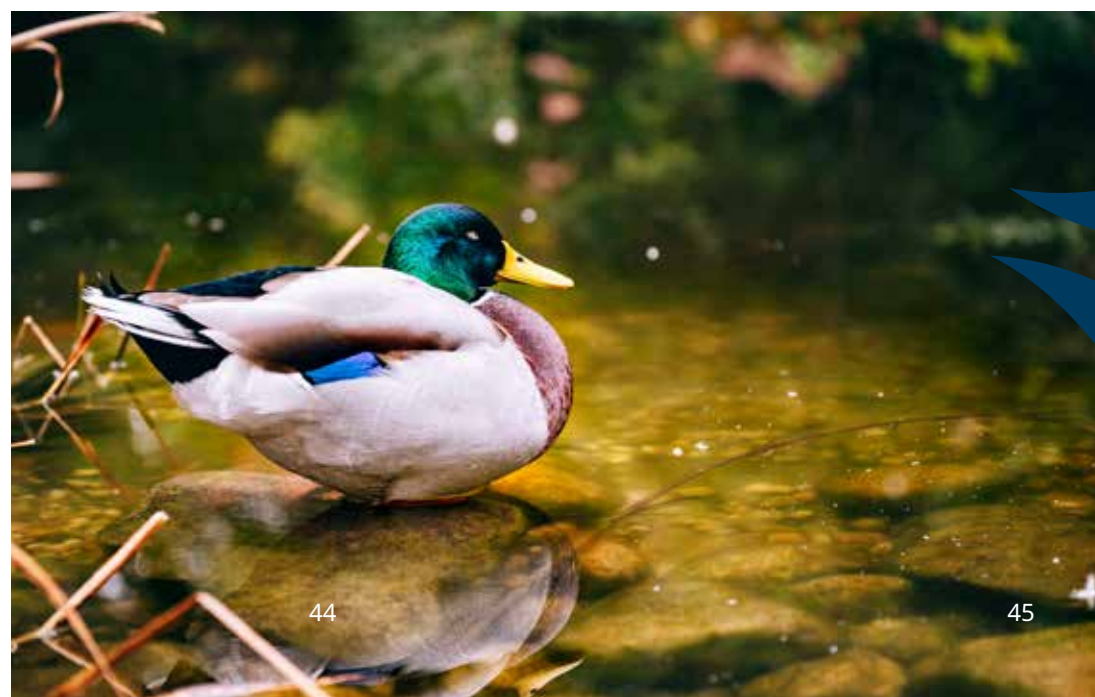
Cette matrice biodiversité constitue un socle opérationnel pour **intégrer la biodiversité** dans la conception, l'exploitation et la transformation des ouvrages. Elle alimente les feuilles de route locales, les réponses aux appels d'offres et les plans d'adaptation climatique, en recherchant systématiquement des **co-bénéfices climat-eau-biodiversité**, conformément à la politique biodiversité du Groupe adoptée en 2024.

À terme, l'objectif est de **déployer ces évaluations sur l'ensemble des sites**, afin de disposer d'une vision consolidée des vulnérabilités et d'ancrer la biodiversité comme un critère à part entière de la performance des services d'eau.



79 %
Rendement des réseaux d'eau gérés par Saur

82 %
Part du chiffre d'affaires couvert par la certification ISO 14 001



YANN SCHOPPS
Responsable de territoire
- Saur France

INTÉGRER LA BIODIVERSITÉ AU CŒUR DES OUVRAGES

En milieu urbain, les ouvrages d'eau potable sont souvent perçus comme des infrastructures strictement techniques. À Saint-Étienne Métropole, Saur a fait le choix d'en faire aussi des espaces attentifs au vivant. En s'appuyant sur un partenariat avec France Nature Environnement Pays de la Loire, les équipes ont engagé une démarche structurée pour mieux connaître, préserver et intégrer la biodiversité dans l'exploitation quotidienne des sites, tout en garantissant la sécurité des agents et la continuité du service public de l'eau, comme en témoigne Yann Schopps, Responsable de territoire pour Saur.

◀ **Sur le contrat de Saint-Étienne Métropole, nos ouvrages sont implantés en pleine ville, au cœur de la trame verte. Les inventaires naturalistes réalisés avec France Nature Environnement Loire nous ont permis de mieux comprendre la faune et la flore présentes et d'adapter concrètement nos pratiques. Aujourd'hui, nous appliquons une gestion différenciée des espaces : fauche partielle, zéro pesticide, maintien de zones refuges, sans jamais compromettre la sécurité des équipes. Ces sites, longtemps considérés comme purement techniques, jouent désormais un rôle de refuge pour la biodiversité urbaine. Ce partenariat a aussi fait évoluer nos habitudes et notre regard : il montre que nos ouvrages peuvent pleinement remplir leur mission de service public tout en contribuant à la préservation du vivant.** ▶



Plus de 3 000 espèces ont été recensées sur le territoire stéphanois, ce qui témoigne d'un patrimoine vivant remarquable, y compris dans et autour du centre-ville (oiseaux, chauves-souris, flore spontanée, pollinisateurs...).

PILOTER LA TRANSITION HYDRIQUE AVEC EXIGENCE ET PERFORMANCE

Piloter nos activités avec éthique et efficacité, c'est garantir que chaque action contribue durablement à la qualité du service et à la confiance de nos parties prenantes. Notre gouvernance s'appuie sur la transparence, l'intégrité et l'intégration des enjeux ESG au cœur de la performance. Avec la feuille de route RSE 2030, nous renforçons cette exigence : une part de la rémunération des dirigeants indexée sur des critères environnementaux et sociaux, et une formation systématique aux droits humains pour consolider une culture responsable. Cette approche rigoureuse et partagée guide nos décisions et soutient la transition hydrique menée avec nos partenaires et les territoires.

LES OBJECTIFS DE NOTRE FEUILLE DE ROUTE RSE 2030

100 %



Des fonctions dirigeantes concernées par une rémunération indexée sur un critère ESG

100 %



Projets stratégiques évalués sous le prisme du développement durable (CEG)



PILOTER AVEC COHÉRENCE ET EFFICACITÉ

Dans un contexte de transformation accélérée des métiers de l'eau et de déploiement de la stratégie Mission Water 2030, la gouvernance du groupe Saur évolue pour renforcer la capacité de décision, fluidifier la coordination entre entités et garantir un pilotage responsable, aligné sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. En 2025, cette gouvernance s'appuie sur des instances resserrées, des rôles clarifiés et des dispositifs transverses renforcés, au service de la performance durable du Groupe.

Instance centrale de pilotage stratégique, le Comité de Direction Groupe (voir ci-contre) réunit les principales directions opérationnelles et fonctionnelles. En 2025, son fonctionnement a évolué afin de répondre aux besoins d'agilité du Groupe. Le périmètre de ce comité a été resserré autour de 12 directions pour concentrer les échanges sur les enjeux prioritaires. Ce format favorise les échanges et permet des décisions plus rapides et un partage d'information renforcé entre les dirigeants. Il permet aussi d'assurer un alignement étroit entre stratégie, opérations et priorités RSE, tout en accompagnant le développement du Groupe dans des environnements de plus en plus complexes.

► Une gouvernance alignée sur la stratégie et les engagements RSE

La gouvernance de Saur est conçue comme un levier de pilotage de la stratégie 2030 et de la feuille de route RSE. Les projets structurants – qu'ils soient industriels, commerciaux, d'innovation ou de croissance externe – sont analysés au regard de leur contribution à la performance globale du Groupe,

intégrant les dimensions environnementales, sociales et éthiques. Cette approche permet de garantir la cohérence des décisions, la maîtrise des risques et l'inscription des activités de Saur dans une trajectoire de développement responsable et durable.

► Naissance de la direction commerciale du Groupe

La création de cette direction au niveau Groupe marque une étape clé dans la structuration de la fonction commerciale. Pour la première fois, les équipes commerciales des différentes Business Units s'inscrivent dans une gouvernance commune, conçue pour renforcer la coordination, partager les priorités commerciales et créer davantage de synergies, tout en préservant une forte décentralisation opérationnelle. Cette direction s'appuie sur une large communauté de près de 350 collaborateurs aux profils complémentaires : directeurs du développement en contact direct avec les clients, équipes de montage des offres et de réponses aux appels d'offres, ainsi que fonctions transverses dédiées à la performance commerciale et aux outils.

DE LA DÉCISION STRATÉGIQUE À SON APPLICATION : UN CIRCUIT COURT ET AGILE



LE COMITÉ DE DIRECTION GROUPE



Patrick Blethon
Président Exécutif du groupe Saur



Hugo Bardi
Directeur Général de Saur Water Engineering



Stéphane Barrault
Senior Executive Vice-Président des Opérations du groupe Saur



Rony Bejjani
Directeur des Systèmes d'Information Groupe



Anne-Laure Duvaud
Secrétaire Générale et M&A Groupe



Marie Francolin
Présidente de Saur Services



Estelle Grelier
Présidente de Saur France



Menno Holterman
Président Directeur Général de Nijhuis Saur Industries



Marina Ivanova
Directrice Audit Interne, Contrôle Interne et Efficience des processus Groupe



Luis de Lope
Président Directeur Général de Saur International



Bénédicte Peyrol
Vice-présidente RSE, Stratégie, Communication, Marketing et Affaires publiques



Xavier Savigny
Directeur des Ressources Humaines, de l'Organisation et de la Transformation



Alice Schmauch
Directrice Financière Groupe

ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ : UN CADRE ROBUSTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte de développement soutenu et d'élargissement de ses activités, le groupe Saur continue de renforcer ses dispositifs éthiques et de conformité afin de sécuriser ses opérations, de prévenir les risques juridiques et de garantir des pratiques responsables sur l'ensemble de ses périmètres. Ces actions s'inscrivent dans un cycle d'amélioration continue engagé depuis 2021 et poursuivi de manière structurée.



Le développement du groupe Saur s'inscrit dans des environnements réglementaires de plus en plus exigeants, marqués par une attention accrue des autorités de contrôle, notamment en matière d'éthique des affaires et de prévention des pratiques anticoncurrentielles.

Un cadre d'éthique des affaires renforcé depuis 2021

Nous avons engagé un cycle d'amélioration continue et de contrôle de l'efficacité de nos dispositifs, avec une focalisation, guidée par les piliers de la loi Sapin II, sur l'évaluation des tiers, les opérations de parrainage et les projets de croissance externe (M&A). Ce cycle vise à nous doter de règles lisibles, de processus homogènes et d'une capacité accrue de prévention des risques, dans un contexte de vigilance maintenue face aux risques juridiques, environnementaux et pénaux. Nous continuons également notre campagne annuelle de signature

de déclaration éthique & conformité afin de réitérer l'engagement individuel des collaborateurs sur les dispositifs éthiques.

L'éthique et la conformité au cœur des instances de gouvernance

Un axe structurant de ce cycle repose sur la montée en puissance des interventions de la fonction Éthique & Conformité au sein des instances de gouvernance et de pilotage. Nous partageons le constat opérationnel selon lequel la diffusion descendante de l'information ne permet pas, à elle seule, une appropriation suffisante des enjeux. La transmission directe, répétée et contextualisée s'avère indispensable. Nous avons ainsi intensifié les interventions, passées de 10 en 2024 à 30 interventions en 2025, avec un objectif d'environ 60 interventions à horizon 2026, en intégrant davantage le maillage local et des instances opérationnelles. Ces échanges réguliers nous permettent à la fois de renforcer la pédagogie auprès des dirigeants et des équipes opérationnelles, et de recueillir des retours terrain contribuant à l'amélioration continue des outils et des processus.

Former durablement les équipes par des dispositifs adaptés

La formation constitue un levier central de notre dispositif d'éthique et de conformité. Nous privilégions des formats présentiels, organisés en sessions de trois heures, réunissant des groupes de 15 à 20 personnes, animées en direct, avec des messages homogènes du top management jusqu'aux équipes opérationnelles, y compris les conducteurs de travaux par exemple. Après un premier cycle de formation déployé en France entre 2021 et 2023, nous déployons actuellement le dispositif à l'international et dans les activités industrielles.

Sécuriser les processus sensibles : parrainage et évaluation des tiers

Le renforcement de notre dispositif passe également par la structuration des processus les plus exposés. Nous avons entièrement digitalisé le processus de parrainage en 2024, mettant fin à des pratiques jusqu'ici hétérogènes. Nous en avons élargi les fonctions des évaluateurs. Initialement portés par les fonctions Juridique, Commerciale et Éthique, elles intègrent désormais la Communication et la RSE, avec des circuits d'approbation définis selon les montants des opérations. Cette évolution nous permet une meilleure maîtrise des expositions éthiques, notamment sur des sujets sensibles, et favorise des arbitrages collectifs contribuant à la cohérence des pratiques à l'échelle du Groupe.

En parallèle, nous appuyons l'évaluation des tiers sur une plateforme dédiée accessible à l'ensemble des collaborateurs et des outils de screening internes. Depuis son lancement, environ 20 000 tiers ont été évalués, avec un engagement de délais de traitement généralement inférieurs à quelques jours. Nous étudions des synergies avec les démarches RSE, notamment pour intégrer des critères relatifs aux droits humains et à l'environnement.



100 %

Part de l'effectif couvert par le dispositif d'alerte du Groupe



100 %

Part de la population cible (cadres et équivalents) ayant signé la Déclaration annuelle éthique et conformité

Renforcer l'articulation avec les fonctions Achats et les évaluations de tiers

Nous sommes sur le point de franchir une étape structurante avec une interdépendance entre l'évaluation éthique des tiers et les outils de bons de commande pour plusieurs entités en France. Dans un contexte international hétérogène, nous procédons à un déploiement progressif, entité par entité. À court terme, l'enjeu est de conditionner l'émission

des bons de commande à la validité des évaluations éthiques, afin de renforcer la maîtrise des risques tout au long de la chaîne de valeur.



SECRETARIAT GÉNÉRAL : PLUS DE RESPONSABILITÉS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le Secrétariat général a été renforcé afin de structurer et de piloter de manière cohérente les enjeux juridiques. Le périmètre de la Direction Éthique & conformité intègre désormais la prévention des pratiques anticoncurrentielles, identifiée comme un risque prégnant.

En parallèle, deux autres changements : la nomination d'une Directrice des contrats Groupe, incluant le pôle de droit privé, s'accompagne d'un mandat de refonte et de renforcement des dispositifs contractuels. Et la création d'une Direction des Affaires Institutionnelles et Partenariats Stratégiques.

Ces évolutions visent à formaliser les responsabilités, à renforcer la lisibilité pour les collaborateurs et à accroître la capacité de prévention des risques, dans un environnement réglementaire exigeant.

DEVOIR DE VIGILANCE ET DROITS HUMAINS : UNE BASE COMMUNE POUR NOTRE GROUPE

Présent dans plus de 25 pays, Saur a renforcé son cadre de vigilance pour prévenir les atteintes graves aux droits humains, à l'environnement et à la santé et sécurité des personnes, y compris au sein de sa chaîne de valeur. Cette approche, alignée sur la loi française du devoir de vigilance, constitue un référentiel commun pour l'ensemble des entités et géographies du Groupe.

Une cartographie des risques consolidée comme base de travail

En 2024 et 2025, Saur a mis à jour sa cartographie des risques en mobilisant une méthodologie robuste : analyse de gravité, probabilité, respect des cadres de référence internationaux (OIT, Pacte Mondial des Nations Unies, etc...), et construite à partir d'entretiens qualitatifs. Ce travail a été harmonisé avec la cartographie des risques majeurs et l'analyse de double matérialité menée dans le cadre de la CSRD, assurant une cohérence stratégique de l'ensemble du dispositif. Les risques prioritaires identifiés* représentent des enjeux communs à toutes les entités, qu'elles que soient les géographies et les réglementations applicables. En anticipant également la future directive européenne CS3D, applicable à Saur à partir de 2028, nous avons choisi d'harmoniser toutes nos pratiques autour de standards et de contrôles renforcés.

Anticiper les risques dans toute la chaîne de valeur

Les risques peuvent également se matérialiser tout au long de la chaîne de valeur. Pour y répondre, le Groupe a mis en place une démarche d'évaluation des fournisseurs. Elle vise à renforcer progressivement la visibilité sur leurs pratiques, notamment en matière d'éthique et de conformité. Cette approche est complétée par les dispositifs existants d'évaluation des tiers, qui pourront intégrer des critères relatifs aux droits humains et aux enjeux environnementaux.

Former pour ancrer une culture de la vigilance partagée

Pour que ce niveau d'exigence devienne un réflexe partagé dans toutes les entités, Saur développe un programme de formation et sensibilisation au respect des droits humains, avec validation des acquis. Cette initiative participe du nouvel indicateur de la Feuille de route RSE 2025-2030 qui fixe l'objectif de 100 % de collaborateurs formés. Au-delà d'atteindre un indicateur, il s'agit surtout de faire du devoir de vigilance un socle culturel commun, dépassant les disparités locales pour instaurer une pratique plus robuste, plus protectrice et plus cohérente au niveau global.



* Par exemple les risques de discriminations et inégalités de traitement, conditions de travail non-conformes ou inadaptées, non-respect de la vie privée et des données personnelles, consommation non maîtrisée des ressources en eau, pollutions de l'eau, des sols et de l'air, et contribution au changement climatique par l'émission de gaz à effet de serre (GES).

UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE POUR PILOTER L'EXIGENCE

La création du Comité de vigilance Groupe institutionnalise ce pilotage « par le haut », en mobilisant directement les directions. Placé sous la responsabilité de la Direction RSE, il réunit les directions concernées (RH, Achats, Juridique, HSE, International...) pour assurer un suivi régulier, homogène et documenté des risques et mesures de prévention. Au-delà de la conformité, cette gouvernance permet d'ancrer durablement une culture de vigilance commune, fondée sur l'intégrité, la transparence et l'exemplarité.



TROIS QUESTIONS À...

PAULINE YEMSI,
Responsable du devoir de vigilance, Direction RSE

► Au-delà de la conformité à une obligation réglementaire, qu'est-ce que cette démarche apporte au Groupe ?

Il est essentiel d'appliquer partout le même niveau d'exigence, pour nos collaborateurs, nos partenaires et nos parties prenantes. Car ce dispositif nous engage, mais il nous protège aussi : il renforce notre crédibilité, anticipe les évolutions réglementaires et installe une culture commune fondée sur des valeurs non négociables.

► Comment le devoir de vigilance s'articule-t-il avec les autres démarches de pilotage des risques et de performance extra-financière du Groupe ?

Dès la phase méthodologique, les approches ont été alignées, notamment à travers des entretiens menés de manière coordonnée. Les résultats obtenus présentent une forte convergence, ce qui contribue à renforcer la robustesse des analyses et la lisibilité des priorités identifiées. Le devoir de vigilance ne constitue donc pas un exercice isolé, mais une brique complémentaire des dispositifs existants.

► Comment la formation contribue-t-elle à cette transformation ?

La formation est le socle du dispositif. Car sans appropriation par les équipes, les politiques restent théoriques. En accompagnement de cette politique « Droits Humains et Libertés Fondamentales », le parcours de formation obligatoire avec validation des acquis permet à chacun d'identifier les risques et d'agir en prévention. Lorsque ces réflexes deviennent naturels, la transformation est réelle.

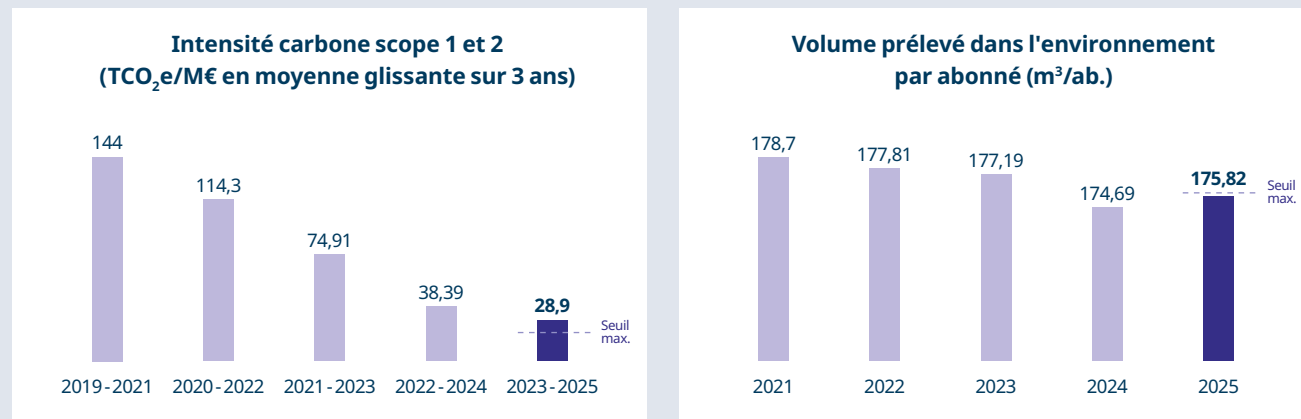
Performance ESG liée au financement du Groupe



Sustainability Linked Bond (SLB)

Lors de l'émission de son premier *Sustainability Linked Bond (SLB)* en 2021, le Groupe a défini trois objectifs ESG relatifs aux enjeux de préservation de l'eau, de réduction de l'intensité carbone et la promotion de la diversité. Un SLB est un financement obligataire dont une partie du coût dépend de l'atteinte des objectifs ESG fixés. Ainsi, le développement durable est inscrit au cœur de la stratégie du Groupe, y compris jusque dans ses intérêts financiers.

Fin 2025, le Groupe poursuit sa progression :



Le Groupe a défini une trajectoire de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de son *Sustainability-Linked Bond* émis en 2021. Depuis, l'intensité carbone a diminué tous les ans. Les émissions directes sont restées stables entre 2024 et 2025, malgré une année marquée par une augmentation des consommations d'énergies (carburants, GNR) du fait des phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, tempêtes) nécessitant des interventions terrain plus nombreuses.

Le scope 2 est maintenu à 0 TCO₂e (selon la méthode market-based du GHG Protocol), porté par la stratégie du Groupe de couvrir 100 % de sa consommation d'électricité par des instruments contractuels d'énergies renouvelables (PPA et EAC).

Néanmoins, à l'épreuve de la mise en œuvre de cette trajectoire, certaines hypothèses structurantes se sont révélées insuffisamment adaptées aux réalités opérationnelles et à l'évolution du périmètre du Groupe. Cette situation a conduit à un écart par rapport aux objectifs fixés, entraînant l'activation du mécanisme d'ajustement financier prévu par l'instrument (mécanisme de « step-up » du coupon, impliquant une majoration du taux d'intérêt applicable sur l'obligation).

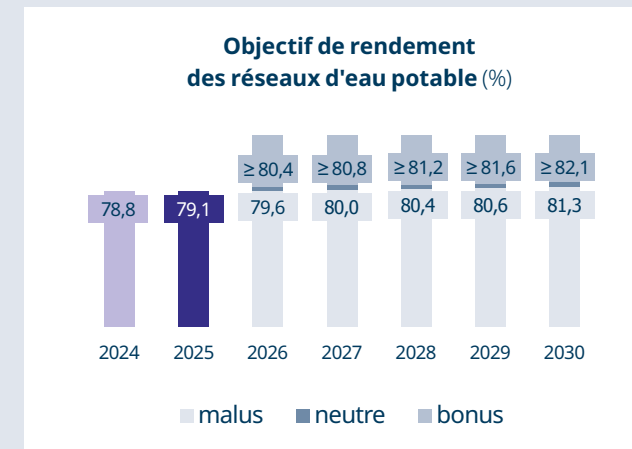
Fort de ce retour d'expérience, le Groupe a engagé une revue approfondie de sa stratégie climat et défini une trajectoire révisée, intégrée dans le RCF, reposant sur des hypothèses actualisées et renforcées et des leviers opérationnels sécurisés.

Concernant le volume d'eau prélevé par abonné, l'objectif annuel est de nouveau atteint. Bien que la France représente 87 % de la balance des volumes d'eau (prélèvements, imports, exports) et des abonnés, la légère hausse entre 2024 et 2025 est principalement influencée par les variations sur le périmètre de l'Espagne, via l'entité Emalsa. Il est à noter que l'indicateur est calculé à périmètre réel, les entrées et sorties de contrats en cours d'année impactant la performance globale.

Sustainability Linked RCF

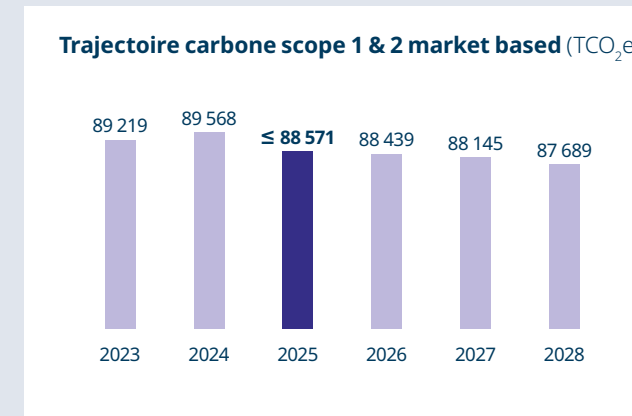
En 2023 puis en 2024, Saur a mis en place un financement sous la forme de *Sustainability Linked RCF (Revolving Credit Facility)* reprenant les indicateurs de durabilité du SLB. Un RCF est une ligne de crédit renouvelable liée à la durabilité. C'est un instrument de financement flexible permettant d'emprunter, rembourser et réemprunter des fonds jusqu'à une limite prédéfinie.

La performance de Saur est évaluée à compter de l'exercice 2025 au regard de l'atteinte d'objectifs ESG déterminés pour trois indicateurs, appelés "*Sustainability Performance Targets (SPT)*" :



Le rendement des réseaux d'eau potable. C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers et le volume d'eau introduit dans le réseau de distribution. Cet indicateur reflète le niveau des pertes d'eau au cours de sa distribution, principalement en raison de fuites, de ruptures ou d'infrastructures défectueuses. Améliorer la performance des réseaux permet de limiter le gaspillage et les prélèvements au milieu naturel. L'objectif visé est en phase avec les plans français et européen sur le sujet, et témoigne de notre ambition compte tenu de notre fort ancrage rural.

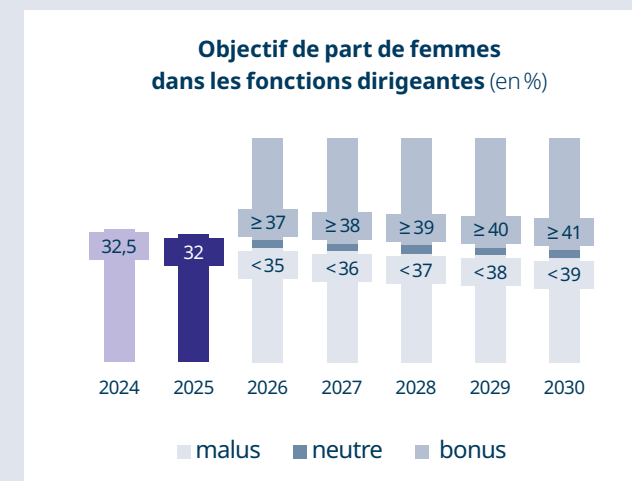
2025	
Tranche de bonification	≥ 79,9 %
Tranche neutre	79,1 - 79,9 %
Tranche de pénalisation	< 79,1 %
Performance observée	79,1 %



La performance climat, basée sur la nouvelle trajectoire carbone 2023-2032, évaluée NZ-3 par Moody's. Si la trajectoire carbone est déterminée à horizon 2032, l'échéance est fixée à 2028 pour le RCF. L'objectif 2025 est atteint.

Un autre indicateur sur le scope 3, plus qualitatif, concernant les principaux fournisseurs de produits de traitement, a également été intégré, dont l'objectif n'est pas atteint cette année.

2025	
Tranche de bonification	88 718
Performance observée	88 571



La part de femmes dans les fonctions dirigeantes (positions N-1, N-2 et N-3 du Président exécutif de Saur). À fin 2025, la performance est en-deçà du seuil minimum de neutralité. Cette évolution s'inscrit dans un contexte contrasté : si la proportion de femmes progresse en France (soit deux tiers des collaborateurs considérées), elle recule au sein de Saur International et de Saur Industries. Ces dynamiques différenciées soulignent la nécessité de poursuivre et d'intensifier le plan d'actions.

2025	
Tranche de bonification	≥ 36 %
Tranche neutre	34 - 36 %
Tranche de pénalisation	< 34 %
Performance observée	32 %

Indicateurs environnementaux

Nature

		Unité	2024	2025	Évolution
Eau potable	Infrastructures				
	Nombre d'usines d'eau potable exploitées	Nombre	1 511	1 386	-
	Longueur des réseaux de distribution d'eau	km	207 457	195 516	-
	Quantité d'eau potable produite	Mm ³	572,70	577,18	-
	Gestion de la ressource - quantité				
	Volume d'eau prélevé dans l'environnement	Mm ³	717,8	740,7	-
	● Volume d'eau prélevé dans l'environnement par abonné	m ³ /abonné	174,69	175,82	↗
	● Rendement des réseaux	%	78,8	79,1	↗
	Indice linéaire de pertes en réseau (ILP)	m ³ /km/jour	2,32	2,32	→
	Gestion de la ressource - qualité				
Taux de conformité bactériologique de l'eau distribuée	%	98,9	99,4	↗	
Taux de conformité physicochimique de l'eau distribuée	%	98,6	98,7	↗	
Assainissement	Infrastructures				
	Nombre de stations d'épuration (STEP)	Nombre	2 599	2 522	-
	Longueur des réseaux de collecte des eaux usées	km	61 277	55 339	-
	Retour au milieu naturel				
	Volume d'eaux usées traité dans les STEP	Mm ³	662	593	-
	Rendement épuratoire en DCO	%	93,5	93,6	↗
	Rendement épuratoire en DBO	%	97,2	97,2	→
	Rendement épuratoire en Azote (NTK)	%	83,5	82,2	↘
	Rendement épuratoire en Phosphore (P)	%	77,6	80	↗
	Déchets & économie circulaire				
	● Quantité de boues produite par les STEP	Tonne de matière sèche	131 337	118 028	-
	● Part des boues évacuées valorisées	%	94	97	↗
	Part d'épandage dans la valorisation des boues	%	40	42	-
	● Part de compostage dans la valorisation des boues	%	42	35	-
	Part de méthanisation dans la valorisation des boues	%	6	5	-
	Part d'incinération avec récupération de chaleur dans la valorisation des boues	%	12	11	-
	Volume d'eau réutilisée (REUTE) produite	Mm ³	-	83,5	-
Management environnemental	Part du chiffre d'affaires couvert par une certification ISO 14 001	%	77	82	↗

LÉGENDE

● Indicateurs vérifiés par Deloitte périmètre France

Données France

Données Groupe

* Données non disponibles à l'heure de la publication de ce rapport

Climat

		Unité	2024	2025	Évolution	
Efficacité et transition énergétique	● Consommation d'énergie primaire	GWh	220,46	225,51	↘	
	● Consommation d'électricité	MWh	1 139 470	1 140 252	→	
	● Électricité d'origine renouvelable produite, tout moyens confondus	MWh	5 745	8 722	↗	
	Quantité de biogaz valorisé	MWh	-	32 130	-	
	Part du chiffre d'affaires couvert par une certification ISO 50 001	%	56	55	↘	
	Consommation d'électricité par m ³ d'eau produit	kWh/m ³	0,69	0,69	→	
	Consommation d'électricité par kg DCO entrant en STEP	kWh/kg DCO	1,19	1,17	↗	
	Certificats d'économies d'énergie (CEE)	MWh Cumac	255 598	112 694	↘	
	Atténuation et adaptation au dérèglement climatique	● Émissions directes de GES (scope 1)	Tonne CO ₂ e	89 568	88 571	↗
		● Émissions indirectes de GES liées à la consommation d'électricité (scope 2 location based)	Tonne CO ₂ e	124 808	127 271	↘
● Émissions indirectes de GES liées à la consommation d'électricité (scope 2 market based)		Tonne CO ₂ e	0	0	→	
● Part de l'approvisionnement en électricité couvert par des garanties d'origine renouvelable		%	100	100	→	
● Dont part couverte par un Power Purchase Agreement (PPA)		GWh	140	140	→	
● Intensité carbone sur les scopes 1 et 2 (moyenne glissante sur 3 ans)		Tonne de CO ₂ e/M€	38,4	28,9	↘	
Autres émissions indirectes (scope 3)*		Tonne CO ₂ e	532 029	-	-	
Sites soumis à une évaluation d'exposition et de vulnérabilité aux aléas climatiques		Nombre	26	6 570	↗	

Les enjeux énergétiques de Saur

Après des années marquées par la crise énergétique de 2022, l'année 2025 marque une nouvelle ère sur la gestion de l'énergie : le développement fort des EnR (énergies renouvelables) a modifié en profondeur les marchés de l'énergie avec des variations très fortes de prix et de disponibilité au sein d'une journée selon la production ou non des EnR et donc de la météo. Ainsi après le « consommer moins » le message est maintenant de consommer mieux. Cela signifie développer des moyens de flexibilité afin de consommer l'énergie au moment où l'électricité est abondante et non carbonée. C'est également être capable de soulager le réseau électrique national en période de tension en hiver en modifiant les schémas d'exploitation des usines. Saur est acteur de cette flexibilité avec des changements forts en cours de déploiement au niveau du pilotage des usines.

Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie est en fort développement avec une cinquantaine de sites d'exploitation qui sont maintenant équipés d'un moyen de production in situ et autant en projet. Jusqu'à 30 % des besoins en énergie des sites peuvent être couverts par des moyens de solarisation. Saur développe également les solutions d'ACC (Auto-Consommation Collective), permettant de faire bénéficier à l'ensemble des acteurs locaux, le surplus de production d'énergie. La future DERU 2 (Directive Européenne) est un catalyseur de ces solutions.

ISO 50 001

Saur a renouvelé sa certification ISO 50 001, prouvant que le système de management de l'énergie mis en place est rigoureux. Depuis la certification de 2016, une amélioration moyenne continue de 1% est démontrée sur les indicateurs kWh/m³ en eau potable et kWh/DCO sur l'assainissement.

Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)

Le volume de CEE généré est en légère baisse du fait de changements dans les opérations éligibles à ces financements. Néanmoins, lors de renouvellement, Saur systématise les études sur l'opportunité d'aller au-delà des engagements contractuels, en fonction des financements CEE possibles.

Scope 1

À l'occasion de la définition de la nouvelle trajectoire carbone du Groupe, la méthodologie de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre du scope 1 a évolué et compte désormais plus de postes d'émissions (traitement des boues internalisé, fuites théoriques des méthaniseurs et de fluides frigorigènes) et certains facteurs d'émissions ont été revus, notamment sur le traitement de l'azote dans les stations (N₂O). Selon cette nouvelle méthode, le scope 1 est resté globalement stable entre 2024 et 2025. Les émissions liées à la consommation de carburants comptent toujours pour la moitié du scope 1, suivies par les émissions liées au processus d'assainissement (traitement des eaux usées et traitement des boues).

Scope 2

Le scope 2 calculé selon la méthode location-based est en hausse de 2 %, malgré une consommation d'électricité relativement stable (+ 0,1 %). Cela s'explique car malgré une baisse des consommations en France, on observe hausse de la consommation d'électricité au Portugal notamment, due à des gains de contrats, dont le mix énergétique est plus carboné que celui de la France métropolitaine. Le scope 2 calculé selon la méthode market-based du GHG Protocol se maintient à 0 TCO₂e grâce à la poursuite de sa politique de couverture à 100 % en certificats de garanties d'origine renouvelable, obtenus via la contractualisation de PPA, de clauses contractuelles avec les fournisseurs d'énergie et de couverture marché (EAC).

Indicateurs sociaux et sociétaux

Indicateurs sociaux

		Unité	2024	2025	Évolution
Emploi	● Effectif total au 31/12	Nombre	11 822	12 464	↗
	Nombre d'embauches	Nombre	2 087	2 178	↗
	Taux d'embauche en CDI	%	58,6	59	↗
	Taux de salariés en CDI	%	87	87	→
	● Part d'effectif cadres	%	18	19	→
Diversité	● Part de femmes dans l'effectif total	%	21	22	↗
	● Part de femmes dans les fonctions dirigeantes	%	32,5	32	→
	Taux de femmes dans les recrutements en CDI	%	19	20,2	↗
	Note obtenue à l'index égalité professionnelle F/H	/100	99	99	→
	Taux de jeunes (moins de 25 ans)	%	11	7	-
	Taux de seniors (55 ans et plus)	%	18	19	-
	● Part de salariés en situation de handicap	%	2,7	2,5	↘
Rémunération	Nombre de femmes parmi les 10 plus hautes rémunérations du Groupe	Nombre	5	5	→
	Écart salarial hommes/femmes non ajusté	%	-	12,24	-
Développement des compétences	Nombre moyen d'heures de formation par collaborateur	heures	13,7	12,7	↘
	● Part de collaborateurs ayant bénéficié d'au moins une formation	%	89	86	↘
	Dépenses de formation en % de la masse salariale	%	2	2,6	↗
Sécurité	● Taux de fréquence des accidents du travail	%	13,5	14,9	↘
	Taux de gravité des accidents du travail	%	0,74	0,94	↘
	Taux du chiffre d'affaires couvert par une certification ISO 45 001	%	79	81	↗
	Part des salariés formés à la sécurité	%	50,8	94,2	↗
	Nombre d'accidents du travail mortels concernant un collaborateur	Nombre	0	0	→
Absentéisme	● Taux d'absentéisme total	%	6,1	6,2	↘
	● Taux d'absentéisme pour maladie	%	4,1	3,9	↗
	● Taux de départ subi	%	9,6	9,2	↗
Représentation du personnel	Nombre total de représentants du personnel et/ou syndicaux	Nombre	405	406	↗
	Nombre de réunions organisées avec les représentants du personnel et/ou syndicaux	Nombre	244	240	↘
Intégration professionnelle des jeunes	Nombre de contrats d'alternance au 31/12 et de stagiaires accueillis dans l'année	Nombre	795	626	↘
	Pourcentage de l'effectif représenté par les stagiaires et alternants	%	5,7	4,9	↘

Salariés en situation de handicap

Le chiffre présenté dans ce rapport correspond à une photographie des effectifs au 31 décembre aligné avec notre reporting, et ne doit pas être directement comparé à l'obligation réglementaire française de 6 %.

Le taux de référence à considérer est celui du taux d'emploi des personnes en situation de handicap, calculé dans le cadre de la Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH), qui s'établit à 3,3 % sur l'année 2024.

Jeunes et rétention

En 2025, la politique de recrutement des alternants du Groupe s'est concentrée sur les métiers en tension, notamment ceux de la maintenance et des réseaux d'eau, en s'appuyant sur des partenariats renforcés avec les établissements de formation. Cette stratégie vise à préparer la relève sur les métiers de terrain (et se traduit notamment par un taux de rétention des alternants de 40 % en France.)

LÉGENDE

● Indicateurs vérifiés par Deloitte périmètre France

Données France

Données Groupe

* Données non disponibles à l'heure de la publication de ce rapport

Indicateurs sociétaux

		Unité	2024	2025	Évolution
Saur Solidarités	Nombre de projets soutenus par Saur solidarités	Nombre	10	9	↘
	Taux des fonds alloués par Saur Solidarités destinés à des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement	%	100	70	↘
Achats responsables	Montant total des achats réalisés	M€	1 406	1 457	-
	Part des achats effectuée auprès d'acteurs du pays d'implantation	%	94	92	↘
	Part du CA achats couvert par une évaluation fournisseur RSE	%	49,6	40,1	↘
	Note RSE moyennes des fournisseurs évalués	/100	61,6	63	↗
Éthique & conformité	Part du CA couvert par une certification ISO 37 001	%	-	60	-
	Part de l'effectif couvert par le dispositif d'alerte du Groupe	%	99,9	100	↗
	Part de la population cible (cadres et équivalents) ayant signé la Déclaration annuelle éthique et conformité	%	100	100	→
Qualité de service	Taux de réclamation	%	5,2	4,8	↗
	Taux de satisfaction	%	-	86	-

Saur Solidarités

L'appel à projets a connu cette année une hausse significative du nombre de candidatures, portée par des actions de communication visant à ouvrir plus largement le fonds de dotation à l'ensemble des collaborateurs européens. Dans ce contexte, et dans un environnement international marqué par une contraction des financements dédiés aux pays en développement, la part de projets éligibles et suffisamment matures portant sur l'accès à l'eau et à l'assainissement a diminué. La sélection 2025 reflète ainsi un équilibre renouvelé des engagements, avec 70 % de projets consacrés à l'eau et à l'assainissement, complétés par des actions en faveur du handicap et de l'insertion professionnelle, en cohérence avec nos valeurs de solidarité et d'inclusion.

Achats durables

Les achats occupent une place majeure dans la vision globale de la performance et du développement durable de Saur, et s'inscrivent pleinement dans la feuille de route Développement Durable du Groupe.

Ainsi, dans le cadre de sa Politique Achats Responsables, Saur a pris plusieurs engagements visant notamment à impliquer sa chaîne d'approvisionnement dans une démarche de durabilité. Dans ce contexte, Saur a poursuivi en 2025 l'évaluation de la performance RSE de ses principaux fournisseurs, au travers d'une plateforme dédiée. La performance RSE des fournisseurs se maintient et est au-dessus de la moyenne des fournisseurs évalués sur la plateforme.

Au-delà de l'évaluation de la performance RSE des fournisseurs, la démarche d'achats durables vise à concilier performance financière et extra-financière en intégrant des critères RSE, d'innovation et de qualité dans les décisions achats, tout en générant de la valeur.

Couverture ISO 37 001

La BU Eau France est certifiée ISO 37 001 Système de management anti-corruption depuis 2019. En 2025, le périmètre de la certification a été élargi à la BU Engineering ainsi qu'à la BU Saur Services. Les prochaines années seront dédiées à un élargissement à l'international. Dès 2026, le périmètre espagnol sera intégré. L'objectif à terme est d'obtenir une certification à l'échelle du Groupe.

Taux de satisfaction

2025 marque une étape clé dans l'écoute client du groupe Saur, avec le déploiement en France du programme ENGAGE et la mesure systématique de la satisfaction des abonnés après chaque contact entrant. Les résultats sont très prometteurs : près de 44 000 répondants et un score élevé d'abonnés satisfaits du service client Saur. Ces excellents résultats sont complétés par des commentaires riches, partagés par plus de trois répondants sur quatre.

Taux de réclamation

La baisse du taux de réclamation est le reflet d'un meilleur accompagnement du pilotage national réalisé. Cette année, nous avons également mis en place un module de formation dédié à la réclamation. Salesforce, un nouveau tableau de bord qui permet de mieux qualifier les réitérations des contacts pour une même réclamation a également été mis en place pour tous les managers et référents Réclamation.

Note méthodologique

Le reporting RSE du Groupe est établi selon les règles définies dans son référentiel de reporting, mis à jour chaque année par la direction RSE et l'ensemble des directions métiers concernées.

PÉRIMÈTRE DE REPORTING

Le reporting RSE publié dans ce rapport couvre les activités du groupe Saur : Water services (eaux municipales), Water Engineering (ingénierie et travaux) et Industrial Water Solutions (eaux industrielles), en France et pour ses principales implantations à l'international pour l'année 2025, à savoir, Chypre, les États-Unis, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et Singapour.

Seules les filiales pour lesquelles le Groupe détient une participation de plus de 50 % et dont il a un contrôle effectif sont prises en compte. Les prestations sous-traitées sont exclues.

Sur le périmètre international, les entités acquises par opération de croissance externe au cours de l'exercice de référence ne sont pas intégrées au reporting, sauf exceptions (entités souhaitant se soumettre à l'exercice dès leur entrée dans le périmètre du groupe Saur).

Le périmètre de reporting RSE couvre ainsi 96 % du chiffre d'affaires du périmètre de consolidation financière et 99 % de l'effectif du Groupe.

Les données de Natural System Utilities (Industrie) et les données relatives aux quantités de DCO & NTK éliminés de CTGA n'ont pas été reportées.

► INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

Eau potable

Sur le périmètre de la France, le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes en réseau (ILP) sont calculés pour l'année N-1 suivant les définitions P104.3, P106.3, P101.1, P102.1 des indicateurs réglementaires du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS). Ces définitions sont publiées sur le site www.services.eaufrance.fr. Ces deux indicateurs se calculent de la manière suivante :

- Rendement = ((Volume consommé autorisé + Volume exporté) / (Volume d'eau produit + Volume importé)) x 100.
- ILP = (Volume Produit + Volume importé - Volume exporté - Volume consommé) / Linéaire de réseau / 365 x 1 000 000.

Sur le périmètre international, les données couvrent l'année de référence, selon la même définition.

Les taux de conformité de l'eau distribuée sont calculés sur les services produisant plus de 1 000 m³/j.

Pour l'Espagne, le Portugal et la Pologne, les taux de conformité sont calculés sur l'ensemble des services selon la même définition.

Assainissement

Le volume d'eaux usées traité est consolidé pour l'ensemble des stations d'épuration (STEP). Dans la partie environnementale sont comptabilisées les STEP de capacité supérieure ou égale à 2 000 habitants, seuil au-delà duquel un suivi continu du débit et un contrôle régulier du rejet sont obligatoires. Pour ces STEP, les rendements épuratoires sont évalués par le ratio entre les quantités de pollution entrantes et éliminées et sur la STEP, estimées par les analyses de demande chimique et biologique en oxygène (DCO et DBO), azote (NTK) et phosphore (P).

Volume d'eau prélevé par abonné

Le volume d'eau prélevé par abonné est le rapport entre :

- la somme des volumes prélevés en milieu naturel,
- le bilan des volumes importés et exportés (pour les contrats eau potable et eau en gros),
- et le nombre d'abonnés eau potable au 1^{er} décembre, afin de comptabiliser les abonnés dont les contrats arrivent à échéance en fin d'année.

Afin de refléter l'état des pertes et gains de contrats, le nombre d'abonnés est proratisé en fonction de la durée effective du contrat au cours de l'année, sur le périmètre de la France (nombre d'abonnés rapporté au nombre de mois où de l'eau a été prélevée).

Un abonné correspond à une adresse de facturation (par exemple, un ménage, une entreprise, ou une copropriété). Les abonnés au service de traitement des eaux usées uniquement, ainsi que les abonnés aux contrats d'eau en gros (municipalités, agriculteurs) sont exclus.

Déchets et économie circulaire

Les boues d'épuration issues du traitement des eaux usées constituent les principaux déchets du Groupe. À des fins de comparabilité, la quantité est exprimée en matière sèche (TMS), indépendante du taux d'humidité (TMB). La quantité de boues produites correspond aux boues évacuées en vue de leur valorisation ou élimination, ou incinérées sur site. Sont considérées comme filières de valorisation : le compostage, l'épandage agricole, la méthanisation, la valorisation énergétique et l'enfouissement avec valorisation du biogaz.

Énergie – Transition énergétique

La consommation d'énergie primaire inclut les consommations de carburants (essence, gasoil, GNV) des véhicules (y compris véhicules de société) et des engins, les consommations de gaz naturel et de fioul des bâtiments et des processus.

La consommation d'électricité inclut les bâtiments, les équipements techniques et bureautiques.

Les ratios par m³ produit et par kg de DCO entrante, obtenus en isolant les consommations liées à l'exploitation, permettent de suivre l'efficacité énergétique des processus eau et assainissement, qui constituent les postes de consommation électrique les plus élevés. Pour la France, les indicateurs d'efficacité énergétique sont consolidés sur le périmètre de certification ISO 50 001 « Management de l'énergie » de Saur.

La consommation d'électricité d'origine renouvelable est consolidée à partir des certificats de garanties d'origine renouvelable (Energy Attribute Certificates, dits « EAC »), ces certificats provenant de PPA (Purchase Power Agreement) ou directement achetés sur le marché des commodities.

La production d'électricité renouvelable comprend l'ensemble de l'énergie produite sur les sites exploités par Saur au cours de la période de référence, quelle que soit la technologie : solaire (panneaux, trackers), hydraulique, cogénération, éolien, etc. Les MWh sont pris en compte que Saur soit propriétaire ou non de l'infrastructure, tant que l'impact financier des volumes d'électricité produite entrent dans son compte de résultats. L'électricité produite peut-être autoconsommée ou réinjectée sur le réseau.

Gaz à effet de serre – Atténuation du changement climatique

Les émissions directes prises en compte (scope 1), composées de CO₂, CH₄, N₂O, proviennent de :

- la combustion de carburants, de gaz naturel et de fioul (calculé selon la méthodologie et les facteurs d'émission du GHG Protocol). Depuis 2024, sur le périmètre français, afin de réduire le poids carbone des consommations de gaz naturel, Saur a souscrit des contrats de fourniture de gaz partiellement issu d'installations de production de biométhane, certifié par des garanties d'origine. Depuis 2025, 100 % de la consommation française est couverte.
- L'épuration des eaux usées (émissions calculées suivant le référentiel établi par l'Astee – association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement).
- Le traitement des boues d'épuration lorsqu'il est effectué par une entité du Groupe (compostage, incinération).
- Les fuites de fluides frigorigènes et de gaz des méthaniseurs opérés par Saur.

Les émissions indirectes liées à la consommation d'électricité (scope 2) sont calculées selon les méthodologies location-based et market-based du GHG Protocol.

Selon la méthode location-based, pour chaque pays ou localisation, les facteurs d'émissions à la centrale les plus précis disponibles sont utilisés. Les facteurs d'émission utilisés sont ceux de la base Empreinte de l'Ademe ou de l'AIÉ. Selon la méthode market-based, les consommations d'électricité dont l'origine renouvelable est garantie par des instruments contractuels (garanties d'origine, PPA) sont déduites du total des consommations d'électricité.

Intensité carbone

L'intensité carbone, telle que calculée pour le SLB, est le rapport des émissions totales de CO₂ équivalent des scope 1 et scope 2 rapportées au chiffre d'affaires de l'année de référence. Le Scope 1 correspond à la consommation d'énergie primaire (gaz naturel, fioul, gasoil, essence, GNV) ainsi que les émissions du processus d'assainissement des eaux usées, et le scope 2 à la consommation

d'électricité. La méthode de calcul du scope 1 a été revue depuis l'émission du SLB. Hors chiffre de l'intensité carbone, seuls les chiffres du scope 1 calculés selon la nouvelle méthode sont présentés dans ce rapport. L'indicateur est exprimé en Tonnes de CO₂ équivalent par million d'euro de chiffre d'affaires, en moyenne glissante sur trois ans (2021-2023). Les chiffres d'affaires des entités pour lesquelles les consommations d'énergie (carburants et / ou électricité) ne seraient pas disponibles au cours de la période de reporting ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'indicateur. En 2025, 96 % du chiffre d'affaires du Groupe est couvert par le calcul d'intensité carbone, des données de consommation d'électricité n'ayant pu être collectées pour certaines entités.

► INDICATEURS SOCIAUX

Effectifs

EFFECTIFS TOTAUX

Les chiffres correspondent au nombre de salariés présents au 31 décembre de l'exercice, qu'ils soient en contrats à durée indéterminée (CDI) ou déterminée (CDD) y compris les contrats en alternance. Ils incluent les saisonniers et les expatriés. Les stagiaires et intérimaires ne sont pas comptabilisés.

CADRES ET FONCTIONS DIRIGEANTES

Les fonctions dirigeantes sont définies comme suit : tous les salariés en position N-1, N-2 et N-3 du président exécutif, toutes entités du Groupe confondues.

Toutes fonctions non assimilées au statut de cadre, ainsi que les stagiaires et alternants sont exclus de l'indicateur.

Embauches

Nombre total d'embauches, extérieures au périmètre global défini, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. Sont considérés comme embauches externes, tous les recrutements hors du périmètre du Groupe.

Handicap

Nombre total de collaborateurs présents au 31/12 titulaires d'une reconnaissance administrative du handicap.

Taux de départ subi par l'employeur

Le taux de départ subi comptabilise les démissions, les départs en période d'essai à l'initiative du salarié pour les entités n'ayant pas encore déployé la politique Groupe de suppression de celle-ci, ainsi que les ruptures de CDD à l'initiative du salarié, rapportés à l'effectif de l'année n-1.

Développement des compétences

Les formations externes et internes, en présentiel ou en e-learning, sont prises en compte et rapportées aux effectifs au 31 décembre de l'année considérée. Les dépenses de formation comprennent les coûts salariaux des collaborateurs formés, les frais de déplacement et les coûts pédagogiques. Un collaborateur ayant suivi plusieurs formations dans l'année n'est comptabilisé qu'une seule fois. Seuls les collaborateurs ayant terminé la formation sont comptabilisés.

Rémunération

Écart salarial H/F non-ajusté : cet écart mesure la différence moyenne de rémunération entre les femmes et les hommes, sans tenir compte des différences de caractéristiques entre eux (types de poste occupés notamment). La formule de calcul est : ((Rémunération horaire brute moyenne des hommes - Rémunération horaire brute moyenne des femmes)/Rémunération horaire brute moyenne des hommes) x 100.

Sécurité

Le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt et le taux de gravité sont établis tels que définis dans la réglementation française et sont appliqués à l'ensemble des pays consolidés. Les données comprennent également l'intégralité du périmètre du Groupe. Les formules de calcul sont les suivantes :

- Taux de fréquence : (nombre total d'accidents du travail avec arrêt x 1 000 000)

/ nombre d'heures travaillées.

- Taux de gravité : (Nombre de jours d'arrêt pour cause d'accident du travail) / Nombre d'heures de travail x 1 000.

- Fatalité : la fatalité regroupe les accidents du travail ayant conduit au décès de l'accidenté.

Absentéisme

Le taux d'absentéisme est égal au nombre de jours ouvrés d'arrêt (accidents du travail et de trajet, maladie, maternité, absences pour événements familiaux, absences autorisées non payées ou non autorisées non payées, pour grève, mise à pied et mi-temps thérapeutique) divisé par le nombre total de jours de travail. Le nombre de jours d'arrêt comptabilisés est adapté en fonction des réglementations de chaque pays.

Représentation du personnel

Sont comptabilisés le nombre de sièges de représentants du personnel et de délégués ou représentants syndicaux au 31 décembre de l'exercice, au sein des CSEE et du CSEC de l'UES Eau.

► INDICATEURS SOCIÉTAUX

Contribution territoriale et achats responsables

Les acteurs (fournisseurs, prestataires et sous-traitants) du pays d'implantation sont considérés comme tels sur la base de leur adresse de facturation.

En France, Saur évalue la performance RSE des fournisseurs critiques au travers de la plateforme spécialisée Ecovadis. Les montants d'achats intra-groupe (entre les filiales du Groupe) et les montants des impôts et taxes acquittés ne sont pas pris en compte pour le calcul de ces indicateurs.

Intégration professionnelle des jeunes

Stagiaires et VIE : chaque stage, hors stage de découverte, est comptabilisé pour une unité, les contrats portant sur 2 exercices sont comptabilisés sur chaque année civile.

Alternants : chaque alternant est comptabilisé pour une unité, quel que soit son temps de travail.

Éthique et conformité

La liste des collaborateurs qui doivent être formés sur le sujet anti-corruption est définie chaque année sur la base d'une liste de fonctions considérées comme les plus sensibles. La population concernée n'est pas la même pour la formation présentielle que pour la formation e-learning.

Tous les collaborateurs cadre pour la France et les fonctions exposées des autres entités du Groupe doivent signer électroniquement une Déclaration annuelle éthique et conformité.

Toutes les entités du Groupe ayant apporté la preuve du déploiement et de la diffusion du dispositif d'alerte du Groupe sont prises en compte. (<https://saurgroup.alert-report.com/entreprises>).

Saur Solidarités

Le montant alloué à des associations portant des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement est déterminé sur la base des projets sélectionnés par le comité de sélection de Saur Solidarités au cours de l'année et de la dotation respective allouée à chacun de ces projets.

Clientèle

Le taux de réclamation comptabilise le nombre de réclamations correspondant à des écarts ou non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, de service, ou vis-à-vis de la réglementation, pouvant porter notamment sur la qualité de l'eau, la qualité du service, ou la facturation. Il se calcule de la manière suivante : (Nombre total d'abonnés au 1^{er} jour du mois / Nombre de réclamations sur la période) x 1000.

Certifications

Les taux de chiffre d'affaires couverts par les certifications ISO 14 001, 45 001, 50 001 et 37 001 couvrent l'intégralité du périmètre du Groupe. Ne sont pris en compte que les certificats en cours de validité au 31/12/2025.

Rapport d'assurance limitée de l'un des commissaires aux comptes portant sur une sélection d'informations ESG

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT

Société par Actions Simplifiée
11, chemin de Bretagne
92130 Issy-les-Moulineaux

Au Président,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous avons mené des travaux visant à formuler une conclusion d'assurance limitée sur une sélection d'informations ESG identifiées par le signe ● dans le rapport RSE, déterminées et établies volontairement par HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT (ci-après « l'Entité »), au regard de la note méthodologique ci-jointe (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (ci-après les « Informations »). Notre intervention ne porte pas sur les informations relatives aux périodes antérieures, ni sur toutes les informations présentées dans le rapport RSE, autres que celles objet de notre rapport.

Notamment il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la conformité du rapport RSE, pris dans son ensemble, au regard des normes ESRS ou de la norme VSME.

Conclusion d'assurance limitée

Sur la base des travaux que nous avons mis en œuvre, tels que décrits dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Nous n'exprimons pas de conclusion sur les informations relatives aux périodes antérieures, ni sur toutes informations présentées dans le rapport RSE, autres que celles objet de notre rapport.

Notamment, nous n'exprimons pas de conclusion sur la conformité du rapport RSE, pris dans son ensemble, au regard des normes ESRS ou de la norme VSME.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note méthodologique du rapport RSE qui précise que les Informations ont été établies dans le contexte d'une démarche volontaire de publication d'informations de durabilité et selon le Référentiel. A ce titre, elles ne constituent pas des informations établies selon les normes ESRS ou la norme VSME.

Préparation des Informations

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité avec celles d'autres entités et au fil du temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la note méthodologique du rapport RSE.

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenus pour leur établissement. De plus, la quantification des émissions de gaz à effet de serre est sujette à une incertitude inhérente, car les connaissances scientifiques utilisées pour déterminer les facteurs d'émission ainsi que les valeurs nécessaires pour agréger les émissions de différents gaz sont incomplètes.

Responsabilité de l'entité

Les Informations ont été établies sous la responsabilité de la Direction, et il lui appartient de :

- sélectionner ou établir des critères appropriés pour la préparation des Informations (i.e. le Référentiel) ;
- préparer les Informations en appliquant le Référentiel ;
- et concevoir, mettre en œuvre et maintenir un contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des Informations, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'un des commissaires aux comptes

Il nous appartient de :

- planifier et réaliser les travaux pour obtenir une assurance limitée sur le fait que les Informations ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel et ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ;
 - formuler une conclusion indépendante basée sur les travaux que nous avons mis en œuvre et les éléments que nous avons collectés ;
 - communiquer notre conclusion à la Direction de l'entité.
- Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la Direction, nous ne pouvons pas être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Doctrine professionnelles appliquées

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC) relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée) Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information publiée par l'IAASB (International Auditing and Assurance Standards Board) et à la norme ISAE 3410 relative à la vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ils ne constituent ni un audit ni un examen limité au sens des normes d'exercice professionnel (NEP) applicables en France. Ils ne constituent pas non plus une certification conformément aux lignes directrices de la Haute Autorité de l'Audit (H2A).

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues par le code de commerce, le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes ainsi que le Code d'éthique de l'IESBA (International Code of Ethics for Professional Accountants (including Independence Standards)). Celui-ci repose sur le respect des principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence et diligence professionnelles, de respect de la confidentialité et du comportement professionnel.

Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité comprenant des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables ainsi que de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux, décrits ci-après, en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations. Dans le cadre de notre prestation d'assurance limitée et sur la base de notre jugement professionnel, nous avons :

- mis à jour notre connaissance de l'entité, de son environnement y compris des éléments du contrôle interne pertinents pour la préparation des Informations ;
- apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible,

en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

- apprécié si les méthodes utilisées par l'Entité pour établir les Informations sont appropriées au regard du Référentiel ;
- vérifié que les Informations ont été établies sur le périmètre indiqué dans le Référentiel ;
- sélectionné sur la base de notre jugement professionnel les informations que nous avons considérées les plus importantes, pour lesquelles nous avons :
 - mis en œuvre des procédures analytiques consistant à vérifier la cohérence de leurs évolutions et demander à la Direction RSE, le cas échéant, des explications concernant des éléments inhabituels identifiés ;
 - réalisé des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection consistant à vérifier la correcte application des méthodes de calcul et hypothèses décrites dans le Référentiel et à rapprocher les données sous-jacentes des pièces justificatives ;
 - pour les estimations, par entretien avec la Direction RSE, nous avons pris connaissance de la méthode de calcul des données estimées. Nous avons apprécié le caractère approprié et la correcte application de cette méthode ainsi que le caractère approprié des sources d'informations utilisées.
- apprécié la cohérence d'ensemble des Informations par rapport à notre connaissance de l'entité.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour formuler notre conclusion.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une assurance limitée sont moins étendues que celles requises pour une assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Restrictions sur la distribution et l'utilisation

Les diligences mises en œuvre dans le cadre du présent rapport ne sont pas destinées à remplacer les enquêtes et diligences que les tiers ayant eu communication de ce rapport pourraient par ailleurs mettre en œuvre,

et nous ne portons pas d'avis sur leur caractère suffisant au regard de leurs propres besoins.

En notre qualité de commissaire aux comptes de HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT, notre responsabilité à l'égard de HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT et de ses actionnaires est définie par la loi française et nous n'acceptons aucune extension de notre responsabilité au-delà de celle prévue par la loi française. Nous ne sommes redevables et n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers. Nous ne pourrions être tenus responsables d'aucun dommage, perte, coût ou dépense résultant d'un comportement dolosif ou d'une fraude commise par les administrateurs, les dirigeants ou les employés de HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES MÉTIERS DE L'ENVIRONNEMENT.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant.

À Paris, le 20 avril 2026,

Hélène de BIE
Associée ESG

Xavier LEFEVRE
Associé AUDIT

** Environnement : Consommation d'énergie primaire (diesel, essence, GNV, gaz naturel et fioul) – MWh, Certificats de biométhane, Consommation d'électricité soutirée sur le réseau – MWh, Consommation d'électricité couverte par des Garanties d'Origine (standards ou PPA) – MWh, Quantité d'électricité d'origine renouvelable - %, Emissions directes des GES Scope 1 – Tonnes CO₂e, Emissions indirectes de GES Scope 2 location based et market based – Tonnes CO₂e, Quantité de boues produites par STEP – Tonnes de matières sèches par an, Part des boues produites valorisées, incluant l'épandage, le compostage, la méthanisation et l'incinération avec récupération de chaleur - %, Rendement des réseaux d'eau potable - %
Social : Effectif total au 31/12 (ventilé femmes/hommes) - nombre et ETP, Part des effectifs cadre et non cadre - %, Taux de turnover « subi » - %, Part de femmes dans les fonctions dirigeante - %, Part des personnes en situation de handicap - %, Part des collaborateurs ayant bénéficié d'au moins une formation - %, Taux d'absentéisme total et pour maladie – %, Taux de fréquence d'accident du travail % et nombre d'accidents.*



Édition 2025.

Ce rapport est édité par la Direction RSE de Saur.

Crédits photographiques :
Photothèque Saur, Géraldine Aresteanu, Getty Images, Envato, iStock.

Le rapport est imprimé par Moutot Imprimerie
sur du papier PEFC.

Accédez à
la version digitale
de ce rapport via
le QR code suivant :





Dans un contexte de tensions hydriques croissantes et de dérèglement climatique, Saur affirme une ambition claire : **protéger l'eau tout au long de son cycle et jusqu'aux milieux aquatiques.**

Le Rapport Annuel & Développement Durable 2025 présente la trajectoire du Groupe, ses engagements et ses résultats pour accompagner les territoires, les industriels et les usagers vers une transition hydrique durable et résiliente. Il illustre la feuille de route RSE 2025-2030, alignée avec la stratégie 2030, et prépare l'intégration progressive des exigences de la CSRD.

Document de transparence et de pilotage, ce rapport reflète une conviction forte : **face à l'urgence hydrique, seule une action collective, mesurable et ancrée dans les territoires permettra de préserver durablement la ressource.**



saur

Siège social
11 chemin de Bretagne
92130 Issy-Les-Moulineaux
France

www.saur.com

Saur – S.A.S. au capital de 101 529 000 euros – 339 379 984 R.C.S. Nanterre
TVA intracommunautaire : FR 28 339 379 984